


CA1
EP
-86 R31

Government
Publications

Canada. Environment Canada
Proposed environmental
protection act



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115530461>

Proposed Environmental Protection Act

Avant-projet de Loi sur la protection de l'environnement

THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

An Act respecting the protection of human
life and health and the environment

Declaration

It is hereby declared that the protection of the life and health of the people of Canada and the environment on which human life depends are matters essential to the present and future well-being of Canadians.

Preamble

WHEREAS recognizing that the production of certain substances is becoming of ever increasing importance to the economy of Canada and that some of these substances could place in jeopardy the life and health of the people of Canada and the environment on which human life depends and that such production is a matter of national and international trade and commerce;

WHEREAS recognizing that such substances once in the environment cannot always be contained within precise geographical boundaries, that some of these substances persist in the environment and that the long term effects that may result are not always known;

WHEREAS recognizing that it is necessary and desirable for the Government of Canada, in fulfilling its role respecting the protection of the life and health of the people of Canada and the environment on which human life depends, to act in cooperation with provincial and territorial governments and in consultation with the people of Canada and that, having due regard to national policy and to legal and constitutional requirements, it is essential that the Government of Canada

- (a) act to protect and enhance the quality of the environment,
- (b) provide leadership in the establishment of nationally consistent standards of environmental quality,
- (c) give due regard, in making decisions, to environmental values,

Loi visant la protection de la vie humaine, de
la santé et de l'environnement

Déclaration

Il est déclaré que la protection de la vie humaine et de la santé du peuple canadien ainsi que de l'environnement dont la survie de l'homme dépend est indispensable au bien-être actuel et futur des Canadiens.

Préambule

Attendu :

que la production de certaines substances devient de plus en plus importante pour l'économie canadienne, que certaines de ces substances peuvent mettre en danger la vie humaine, la santé ou l'environnement dont la vie de l'homme dépend et que cette production est du domaine des échanges et du commerce à l'échelon national et international;

que ces substances, après avoir pénétré dans l'environnement, ne peuvent pas toujours être confinées dans des limites géographiques bien précises, que certaines d'entre elles persistent dans l'environnement et que les effets à long terme qui en résultent ne sont pas connus;

qu'il est nécessaire et souhaitable que le gouvernement du Canada, pour remplir le rôle qu'il a à jouer en matière de protection de la vie humaine et de la santé du peuple canadien ainsi que de l'environnement dont la survie de l'homme dépend, agisse en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et en consultation avec le peuple canadien, et que, compte tenu de la politique nationale ainsi que des exigences de nature légale et constitutionnelle, il est essentiel que le gouvernement fédéral :

- a) prenne des mesures visant à protéger et améliorer l'environnement,
- b) joue un rôle de premier plan dans l'établissement de normes relatives à la qualité de l'environnement, uniformes pour tout le pays,

CAI
EP

EXPLANATORY NOTES

The preamble sets out the constitutional bases for the Act, the environmental protection policy of the Government and a summary of the essential elements of the legislation.

The preamble states that the policy of the Government is to protect and enhance the natural environment.

The main objective of the Act is the control, throughout all phases in their life-cycle, of chemical substances that can affect human health or have long-term, deleterious effects on the natural environment upon which human life depends.

NOTES EXPLICATIVES

Y sont exposés les fondements constitutionnels de la loi, la ligne de conduite du gouvernement sur la protection de l'environnement et, brièvement, les éléments essentiels de la loi.

Ainsi la ligne de conduite du gouvernement est de protéger et d'améliorer l'environnement naturel.

L'objet premier de la loi est le contrôle, pendant tout leur cycle d'existence, des substances chimiques qui peuvent nuire à la santé ou avoir, à longue échéance, des effets délétères sur l'environnement dont dépend la survie de l'homme.

(d) encourage the participation of the people of Canada in the making of decisions that affect their environment,

(e) encourage the development of a social and economic climate that accords environmental values a fundamental role in the making of decisions in the public and private sector, and

(f) provide information to the people of Canada on the state of their environment;

AND WHEREAS it is desirable that the Parliament of Canada enact legislation respecting the protection of the environment to allow for

(a) the control, exercised in concert with other Acts of Parliament to like effect, of all phases of the life cycle of substances or classes of substances that pose a significant immediate or long-term danger to human life or health or of substances or classes of substances that, by reason of the damage they cause or may cause to biological organisms or the natural ecological equilibrium, have or may have a deleterious and largely irreversible effect on the natural environment and thereby may interfere with the biological processes on which human life depends;

(b) the control of the use of substances that, if added to any waters in sufficient quantities, provide nourishment that promotes the growth of aquatic vegetation in those waters to such densities as to interfere with their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings, or degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of those waters to an extent that is detrimental to their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings;

(c) the establishment of guidelines for use by departments, boards and agencies of the Government of Canada and federal Crown corporations and regulatory bodies in the exercise of their powers and in the carrying out of their duties;

c) tienne compte, dans ses décisions, des valeurs environnementales,

d) encourage le peuple canadien à participer aux décisions qui touchent l'environnement,

e) favorise l'établissement d'un climat économique et social où les valeurs environnementales jouent un rôle fondamental dans les prises de décisions par les secteurs public et privé,

f) renseigne le peuple canadien sur l'état de son environnement;

qu'il est souhaitable que le Parlement du Canada adopte une loi sur la protection de l'environnement prévoyant :

a) le contrôle, exercé conjointement avec les pouvoirs prévus à cet effet par d'autres lois du Parlement, de toutes les étapes du cycle de vie des substances ou des catégories de substances qui, si elles pénètrent dans l'environnement, mettraient sensiblement en danger, immédiatement ou à long terme, la vie humaine et la santé, ou qui ont des effets délétères et en grande partie irréversibles sur l'environnement, en raison des dommages causés aux organismes biologiques ou à l'équilibre écologique naturel, pouvant ainsi provoquer la perturbation des processus biologiques dont la survie de l'homme dépend;

b) le contrôle de l'utilisation d'une substance qui, si elle est ajoutée à l'eau en quantités suffisantes, y favorise la croissance de végétation aquatique à un degré tel qu'elle en réduit ou empêche l'utilisation par l'homme ou par les animaux, poissons ou plantes utiles à celui-ci ou qu'elle altère ou contribue à altérer la qualité de l'eau au point d'en rendre l'utilisation nocive pour l'homme ou pour les animaux, poissons, ou plantes utiles à celui-ci;

c) l'établissement de directives à l'usage des ministères, commissions et autres organismes du gouvernement du Canada, des sociétés d'État fédérales et des organismes investis d'un pouvoir de réglementation, dans l'exercice de leurs attributions;

(d) the making of regulations for the protection of the environment applicable to lands, waters, works, undertakings and businesses within the legislative authority of Parliament where existing 5 laws do not make provision therefor;

(e) the establishment of national objectives respecting the quality of the environment; and

(f) the control of Canadian sources of 10 air pollution that affects or is likely to affect the health or safety of the people of a country other than Canada where that country confers the same benefit upon Canada, or that results or may 15 result in a violation by Canada of any international treaty relating to the reduction or elimination of air pollution to which Canada is a party.

d) la réglementation de la protection de l'environnement des terres, eaux, ouvrages et entreprises relevant de la compétence législative du Parlement pour lesquelles les lois existantes ne prévoient 5 pas de dispositions à cet effet;

e) l'établissement d'objectifs nationaux se rapportant à la qualité de l'environnement souhaitée;

f) la surveillance des sources canadien- 10 nes de pollution atmosphérique qui nuisent ou sont susceptibles de nuire à la santé ou à la sécurité de la population d'un pays étranger agissant de la même façon avec la Canada, ou qui entraînent 15 la violation par le Canada d'ententes internationales relatives à la réduction ou à l'élimination de la pollution atmosphérique.

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Environ- 20</i> <i>mental Protection Act.</i>	1. <i>Loi sur la protection de l'environne- 20</i> <i>ment.</i>	Titre abrégé
-------------	---	--	--------------

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	2. (1) In this Act, "class of substances" means any two or more substances (a) that contain the same chemical 25 moiety, (b) that have similar physico-chemical or toxicological properties, or (c) for the purposes of sections 7 to 9 and section 11, that have similar types 30 of use;	2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. «catégorie de substances» Groupe d'au moins deux substances possédant : a) soit la même portion de structure chimique; b) soit des propriétés physico-chimiques ou toxicologiques semblables; c) soit, aux seules fins des articles 7 à 9 30 et 11, les mêmes types d'utilisation.	Définitions~
"class of substances" «catégorie de substances»		25	«catégorie de substances» "class of substances"
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of the Environment;	35	«intermédiaire de réaction» Substance qui est formée et éliminée au cours d'une réaction chimique.
"prescribe" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act;	35	«ministre» Le ministre de l'Environnement.
"release" «rejet»	"release" includes discharge, spray, abandon, deposit, spill, leak, seep, pour, emit, empty, throw, dump, place and exhaust;	40	«rejet» S'entend notamment du déchargement, de l'arrosage, de l'abandon, du dépôt, du déversement, de l'écoulement, du suintement, du versement, de l'émission, du vidage, du jet, du basculage, du place- 40 ment et de l'évacuation.
"substance" «substances»	"substance" means any distinguishable kind of organic or inorganic matter that is capable of being dispersed in the environment or of being transformed in the environ-	40	«substance» Toute matière organique ou inorganique distinguishable susceptible soit de se
		35	«substances» "substance"

Clause 1: The Act is to be known as the *Environmental Protection Act*.

Clause 2: (1) Class of Substances: Through this definition the provisions of the Act can be applied to groups of substances with either similar chemical structure, or similar physico-chemical or toxicological properties and, for the information gathering provisions of the Act, to groups of substances with similar uses.

This definition expands those found in sections 2 and 4(5) of the *Environmental Contaminants Act* which did not allow for the gathering of information on groups of substances with similar uses.

This definition responds to a recommendation found in the final report of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee on page 47.

Release: The definition is expanded from that in the *Environmental Contaminants Act* to include additional polluting actions, i.e., discharge, abandon, deposit, place or exhaust.

Substance: This definition sets out the types of substances to which the provisions of the Act apply.

This definition is more detailed than that found in section 2 of the *Environmental Contaminants Act* in order to accommodate new provisions introduced in this Act.

Article 1. — Loi sur la protection de l'environnement.

Article 2, (1). — Catégorie de substances: Par la définition qui en est donnée, la loi vise les groupes de substances possédant des structures ou des propriétés physico-chimiques ou toxicologiques semblables et, pour les besoins des dispositions de la loi qui concernent la collecte de renseignements, les groupes trouvant des utilisations semblables.

Cette définition est plus large que celles des articles 2 et 4(5) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*, qui n'autorisent pas la collecte de renseignements sur les groupes de substances ayant des utilisations semblables.

Elle répond en outre à une recommandation qui se trouve à la page 47 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Rejet: La définition de la *Loi sur les contaminants de l'environnement* est élargie à de nouveaux types d'actes polluants, à savoir le déchargement, l'abandon, le placement et l'évacuation.

Substance: La définition qui en est donnée décrit dans le détail les matières visées par la loi.

Cette définition est plus détaillée que celle de l'article 2 de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*, et ce, afin de tenir compte des nouvelles dispositions de la loi qui la remplace.

ment into matter that is capable of being so dispersed and includes

- (a) any element or uncombined radical,
 - (b) any combination of elements of a particular molecular identity that occurs in nature or as a result of a chemical reaction, or
 - (c) complex combinations of different molecules that originate in nature or are the result of chemical reactions but that could not practically be formed by only combining individual constituents,
- but, for the purposes of paragraphs 14(a) and (b) and sections 15 to 17, does not include

- (d) any mixture that is a combination of substances and does not itself produce a new substance, or
- (e) any manufactured item that is formed to a specific physical shape or design during manufacture and has, for its final use, a function or functions dependent in whole or in part on its shape or design;

"transient reaction intermediate"
«intermédiaire de réactions»

"transient reaction intermediate" means a substance that is formed and consumed in the course of a chemical process;

"undertaking"
Version anglaise seulement

"undertaking" includes a business.

Minister of National Health and Welfare

(2) Where the word "Ministers" is used in this Act, it shall be construed as referring to both the Minister and the Minister of National Health and Welfare and where the expression "either Minister" is used in this Act, it shall be construed as referring to either the Minister or the Minister of National Health and Welfare.

dispenser dans l'environnement, soit de s'y transformer en matière dispersable et comportant :

- a) un élément ou un radical non combiné,
- b) une combinaison d'éléments à l'identité moléculaire précise, survenant dans la nature ou par suite d'une réaction chimique,
- c) des combinaisons complexes de molécules différentes, d'origine naturelle ou résultant de réactions chimiques, mais qui ne pourraient se former dans la pratique par la simple combinaison de leurs composants individuels;

la présente définition exclut, pour l'application des alinéas 14a) et b) et des articles 15 à 17, ce qui suit :

- d) un mélange étant une combinaison de substances nouvelles ne produisant pas elle-même une substance nouvelle;
- e) un article fabriqué auquel on a attribué une forme ou des caractéristiques matérielles précises pendant sa fabrication et qui a une ou plusieurs fonctions dépendant en tout ou en partie de sa forme ou de ses caractéristiques pendant son utilisation finale.

(2) Dans la présente loi :

- a) toute mention des «deux ministres» s'entend du ministre et du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social;
- b) toute mention de «l'un ou l'autre ministre» s'entend du ministre ou du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

This definition responds to a recommendation found in the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee's final report on page 41.

Elle répond en outre à une recommandation qui se trouve à la page 48 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(2) This provision recognizes the authority of the Minister of National Health and Welfare to make decisions on matters affecting human health under this Act.

(2). — Est reconnue l'autorité du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social de décider sur les questions touchant la santé qui découlent de l'application de la loi.

NATIONAL ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES

Minister may formulate objectives

4. (1) The Minister may formulate environmental quality objectives, guidelines and codes of practice with respect to

(a) the elements of the environment and, in particular, with respect to land, water and air;

(b) the release of substances into the environment; and

(c) works, undertakings or activities that affect or may affect the environment.

Publication

(2) The Minister may cause to be published in the *Canada Gazette* any objectives, guidelines or codes of practice formulated pursuant to subsection (1).

OBJECTIFS NATIONAUX DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Formulation par le ministre

4. (1) Le ministre peut formuler des objectifs, des directives et des règles de pratique relatifs à la qualité de l'environnement portant sur :

a) tous ses éléments, notamment la terre, l'eau et l'air;

b) le rejet de substances dans l'environnement;

c) les ouvrages, entreprises ou activités qui affectent ou qui sont susceptibles d'affecter l'environnement.

Publication

(2) Le ministre peut faire publier les objectifs, directives et règles de pratique dans la *Gazette du Canada*.

PART I

TOXIC SUBSTANCES

Interpretation

Toxic substances

5. For the purposes of this Part, a substance is toxic if

(a) the substance is entering or will enter the environment in a quantity or concentration or under conditions that constitute or will constitute a significant immediate or long-term danger in Canada or any area thereof to human life or health or the environment; or

(b) the substance, by reason of the damage it causes or may cause to biological organisms or to the natural ecological equilibrium, has a deleterious and largely irreversible effect on the environment and thereby may likely interfere with the biological processes on which human life depends.

Class of substances

6. For the purposes of this Part, "substance" includes a class of substances.

Information

Notice

7. (1) For the purposes of ascertaining whether a substance is toxic or is capable of

PARTIE I

SUBSTANCES TOXIQUES

Définitions

5. Pour l'application de la présente partie, une substance est toxique dans chacun des cas suivants :

a) elle pénètre ou pénétrera dans l'environnement en une quantité ou concentration ou en des conditions qui mettent ou mettront sensiblement en danger, immédiatement ou à long terme, la vie humaine, la santé ou l'environnement au Canada ou dans une de ses régions;

b) elle entraîne ou peut entraîner des effets délétères et en grande partie irréversibles sur l'environnement en raison des dommages qu'elle cause aux organismes biologiques ou à l'équilibre écologique naturel, pouvant ainsi nuire aux processus biologiques dont la survie de l'homme dépend.

Substance toxique

6. Pour l'application de la présente partie, une substance comprend une catégorie de substances.

Catégorie de substances

Renseignements

7. (1) Le ministre peut, afin d'établir si une substance est toxique ou est susceptible

Avis de demande de renseignements

Clause 4: (1) The Minister is empowered to formulate environmental quality objectives, guidelines and codes of practice for the protection of the environment.

Article 4, (1). — Le ministre peut formuler des objectifs, des directives et des règles de pratique relatifs à la qualité de l'environnement, et ce, afin de protéger ce dernier.

(2) The Minister is authorized to publish in the *Canada Gazette* national environmental quality objectives, guidelines or codes of practice.

(2). — Le ministre peut faire publier, dans la *Gazette du Canada*, des objectifs nationaux, des directives ou des règles de pratique relatifs à la qualité de l'environnement.

Clause 5: For the purposes of Part I of the Act a toxic substance is defined as one that may at any time, in Canada, or in any part of Canada, endanger human health or the environment on which human life depends.

Article 5. — Est dite toxique une substance qui, à tout moment ou en tout endroit au Canada, peut mettre en danger la santé ou l'environnement dont la survie de l'homme dépend.

This definition does not appear in an existing Act.

Cette définition ne se trouve dans aucune loi en vigueur.

Clause 6: A class of substances is included in the definition of a toxic substance for the purposes of Part I of the Act.

Article 6. — Aux fins de la partie I, la notion de substance toxique englobe celle de catégorie de substances.

Clause 7: (1) The Minister may notify anyone of his requirements for information or samples in order to deter-

Article 7, (1). — Le Ministre peut exiger, de toute personne visée par un avis, des renseignements ou des

becoming toxic, the Minister may cause to be published in the *Canada Gazette* and in any other manner considered appropriate a notice requiring persons identified therein to provide the Minister with such information and samples referred to in subsection (2) as may be in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access.

de le devenir, faire publier, notamment dans la *Gazette du Canada*, un avis obligeant toute personne identifiée dans l'avis à lui communiquer les renseignements et échantillons visés au paragraphe (2) dont elle dispose ou qu'elle peut normalement obtenir.

Contents of notice

(2) The Minister may, in a notice published in accordance with subsection (1), require any information and samples as will permit an assessment to be made of the danger to human life or health or the environment of a substance including

(a) in respect of a substance, information on the quantities, uses and composition of the substance and samples of the substance; and

(b) in respect of a work, undertaking or process, plans, specifications, studies and information on procedures.

(2) Le ministre peut exiger dans l'avis les renseignements et échantillons utiles à l'appréciation du danger que présente une substance pour la vie humaine, la santé ou l'environnement, notamment :

a) à l'égard de la substance, les quantités, les usages, la composition et des échantillons;

b) à l'égard d'ouvrages, d'entreprises ou de procédés, des plans, descriptions techniques, études et méthodes.

Contenu de l'avis

Compliance with notice

(3) Every person to whom a notice referred to in subsection (1) is directed shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified therein.

(3) Les destinataires de l'avis prévu par le paragraphe (1) sont tenus de s'y conformer dans le délai suffisant qui leur est imparti.

Obligation de se conformer à l'avis

Extension of time

(4) Notwithstanding subsection (3), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in subsection (1) is directed, extend the time or times within which that person shall comply with the notice.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire de l'avis prévu par le paragraphe (1), proroger le délai imparti.

Prorogation du délai

Notice to Minister

8. Every person who is in possession of information that may be used to ascertain whether a substance imported, manufactured or processed by him or used by him in any such activity or in any commercial activity is toxic shall forthwith submit the information to the Minister.

8. Toute personne saisie de renseignements pouvant servir à établir si une substance qu'elle fabrique, importe, traite ou dont elle pratique le commerce, ou qu'elle utilise relativement à ces activités, est toxique, doit communiquer ces renseignements au ministre sans délai.

Notification du ministre

Communication of information

9. (1) Where the Ministers have reason to suspect that a substance is toxic, the Minister may

(a) cause to be published in the *Canada Gazette* and in any other manner considered appropriate a notice requiring any person identified therein who is engaged in any activity involving the substance to notify the Minister thereof;

9. (1) Si les deux ministres ont des motifs de soupçonner qu'une substance est toxique, le ministre peut prendre les mesures suivantes :

a) faire publier, notamment dans la *Gazette du Canada*, un avis obligeant une personne, identifiée dans celui-ci, qui se livre à des activités mettant en jeu cette substance à l'en aviser;

Communication de renseignements

35

40

mine if a substance is or could become toxic. This information-gathering power is similar to that provided under subsection 3(1) of the *Environmental Contaminants Act*, but broader.

(2) The Minister may specify the information or samples he requires to determine if a substance is toxic.

This subsection details the type of information that can be requested under this section of the Act.

This subsection allows a broader range of information to be gathered than that specified in subsection 3(1) of the *Environmental Contaminants Act* and, in addition, incorporates provisions similar to those found in section 33.1 of the *Fisheries Act*.

Broadening of the provisions of the *Environmental Contaminants Act* was recommended by the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee on page 53 of its final report.

(3) Persons identified in a notice under subsection 7(1) must provide the information specified within the stated time period.

This subsection contains a provision that is similar to that found in subsection 3(2) of the *Environmental Contaminants Act*.

(4) The Minister may extend, on written request, the time period for filing information specified under subsection 7(1).

Clause 8: This subsection compels the submission, to the Minister, of information relating to the determination of the toxicity of a substance.

This provision does not exist under the *Environmental Contaminants Act*.

The intent of this subsection is that information discovered during commercial developments will be brought to the attention of the Minister.

Clause 9: (1) Where there are grounds for the Ministers of the Environment, and National Health and Welfare to suspect that a substance is toxic, those engaged in any activity relating to the substance may be required to identify themselves to the Minister of the Environment, to provide specified information relating to the substance, or to conduct specified tests for the purpose of determining whether the substance is toxic.

échantillons afin de déterminer si une substance est toxique ou pourrait le devenir. Ce pouvoir est semblable à celui que confère le paragraphe 3(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*, mais il est ici élargi.

(2). — Le Ministre peut exiger les renseignements ou les échantillons dont il a besoin pour déterminer si une substance est toxique.

Sont précisés les renseignements exigibles en application de l'article 7.

La gamme de ces renseignements est plus large que celle que précise le paragraphe 3(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement* et, en outre, le paragraphe s'inspire de l'article 33.1 de la *Loi sur les pêcheries*.

Cet élargissement donne suite à ce recommandait, à la page 61 de son rapport final, le Comité consultatif sur les modifications à la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(3). — Toute personne visée par un avis publié en vertu du paragraphe 7(1) est tenue de s'y conformer dans le délai imparti.

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 3(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(4). — Sur demande écrite, le ministre peut proroger le délai imparti pour présenter l'information visée au paragraphe 7(1).

Article 8. — Les renseignements pouvant servir à établir la toxicité d'une substance doivent être communiqués au ministre.

Cette disposition, inexistante dans la *Loi sur les contaminants de l'environnement*, vise à porter à l'attention du ministre les renseignements mis au jour durant le développement commercial d'une substance.

Article 9, (1). — Lorsque le ministre de l'Environnement et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ont des motifs de soupçonner qu'une substance est toxique, les personnes qui se livrent à une activité mettant en jeu la substance peuvent être tenues de se signaler au ministre de l'Environnement, de lui communiquer les renseignements demandés sur la substance ou de faire les essais demandés, en vue d'établir si la substance est toxique.

(b) send a written notice to any person engaged in any activity involving the substance requiring that person to provide the Minister with such information specified in the notice relating to the substance as is in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access; and

(c) send a written notice to any person engaged in the importation or manufacture of the substance or any product containing the substance requiring that person to conduct such tests as the Ministers may reasonably require and as are specified in the notice for the purpose of ascertaining whether or not the substance is toxic.

Compliance with notice

(2) Every person to whom a notice referred to in any of paragraphs (1)(a) to (c) is directed or sent shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified therein.

Extension of time

(3) Notwithstanding subsection (2), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in paragraph (1)(b) or (c) has been sent, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

Non-disclosure of certain information

10. (1) Except as may be necessary for the purposes of this Act, no person shall disclose any of the following information received pursuant to section 7, 8 or 9, paragraph 11(a) or subsection 15(1) that has been specified, in writing, as information that is given in confidence:

(a) trade secrets;

(b) financial, commercial, scientific or technical information treated consistently in a confidential manner by the person who provided the information or on whose behalf it was provided;

(c) information the disclosure of which could reasonably be expected to result in a material financial loss to the person who provided the information or on whose behalf it was provided or could reasonably be expected to prejudice the competitive position of such person; and

(d) information the disclosure of which could reasonably be expected to interfere

b) envoyer aux personnes qui se livrent à des activités mettant en jeu cette substance un avis écrit les obligeant à lui communiquer, à l'égard de cette substance, les renseignements y indiqués dont elles disposent ou qu'elles peuvent normalement obtenir;

c) envoyer aux personnes qui se livrent à l'importation ou à la fabrication de la substance, ou d'un produit la contenant, un avis écrit les obligeant à faire les essais indiqués que les deux ministres peuvent raisonnablement exiger afin d'établir si la substance est toxique ou non.

(2) Les destinataires des avis prévus par les alinéas (1)a) à c) sont tenus de s'y conformer dans le délai suffisant qui leur est imparti.

Obligation de se conformer à l'avis

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire d'un des avis prévus par les alinéas (1)b) ou c), proroger le délai imparti.

Prorogation du délai

10. (1) Les renseignements suivants reçus en application des articles 7 à 9, de l'alinéa 11a) ou du paragraphe 15(1), accompagnés d'une mention écrite de leur nature confidentielle, ne peuvent être divulgués, si ce n'est pour l'application de la présente loi :

Non-divulgateion de certains renseignements

a) les secrets industriels;

b) les renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques traités comme confidentiels de façon constante par leur auteur;

c) des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes ou profits financiers appréciables à leur auteur ou de nuire à sa compétitivité;

d) des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver des négociations menées par leur auteur en vue de contrats ou à d'autres fins.

40

This provision is broader than subsection 4(1) of the *Environmental Contaminants Act* which requires the Ministers to have “reason to believe” that a substance is toxic before such information could be required.

This subsection implements a recommendation of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee final report, page 54.

(2) Persons to whom a notice was directed under subsection 9(1) must comply with the notice within the stated time.

This provision is similar to that found in subsection 4(2) of the *Environmental Contaminants Act*.

(3) Upon request in writing, the time period allowed for filing information required in a notice issued under paragraph 9(1) (b) or (c) may be extended.

This section is the same as subsection 4(3) of the *Environmental Contaminants Act*.

Clause 10: This subsection prohibits the unauthorized disclosure of confidential business information submitted pursuant to the information gathering provisions of the Act for which a claim of confidentiality is made by the supplier thereof, but provides for its release to provincial governments for the purposes of administering or enforcing laws provided there is an agreement with the province under which the province undertakes to keep released information confidential.

Requests for the release of information collected under this Act are to be subject to the review provisions of the *Access to Information Act*.

The Government will provide the maximum access to information on environmental quality matters while providing protection for legitimately confidential information. This section details the types of information that will be kept confidential by the Government. This section departs from the recommendation of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee which envisaged a special multi-stakeholder group, similar to that in the “Workplace Hazardous Materials Information Systems” (WHMIS) report, to adjudicate on disputes between government and industry. Since WHMIS is not yet opera-

Cette disposition est plus large que celle du paragraphe 4(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement* qui exige des ministres qu'ils aient des motifs de croire qu'une substance est toxique pour exiger les mêmes renseignements. Elle donne suite à une recommandation qu'on trouve à la page 62 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(2). — La personne identifiée dans l'avis prévu au paragraphe 9(1) doit s'y conformer dans le délai imparti.

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 4(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(3). — Sur demande écrite, le délai imparti pour répondre à l'avis prévu au paragraphe 9(1) b) ou c) peut être prorogé.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 4(3) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Article 10. — Est interdite la divulgation non autorisée des renseignements commerciaux qui sont reçus en application des dispositions portant sur la collecte de renseignements et qui, au dire de celui qui les fournit, sont confidentiels. Cependant, ces renseignements peuvent être divulgués aux autorités provinciales pour l'application ou la mise en vigueur des lois, à condition qu'elles s'engagent à préserver leur confidentialité.

La demande d'accès à ces renseignements est assujettie aux dispositions d'examen de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Tout en favorisant le plus possible l'accès aux renseignements touchant la qualité de l'environnement, le gouvernement protégera, si elle est légitime, la confidentialité de l'information. L'article précise la nature de l'information qui sera protégée. Il s'écarte de ce qu'a recommandé le Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement, c'est-à-dire la mise sur pied d'un groupe spécial représentant les divers intéressés, groupe semblable à ce qui était envisagé dans le rapport sur le *système d'information concernant les substances dangereuses sur les lieux de travail*, pour arbitrer les différends entre l'administration et l'industrie. Comme ce système

with contractual or other negotiations of the person who provided the information or on whose behalf it was provided.

Notice to
province

(2) Notwithstanding subsection (1), the information referred to in that subsection may be disclosed under an agreement or arrangement between the Government of Canada and the government of a province for the purpose of administering or enforcing any law where under such agreement or arrangement the government of the province undertakes to keep the information confidential.

Gathering of
information

11. Where either Minister suspects that a substance is toxic or is capable of becoming toxic, either Minister may

(a) collect data and conduct investigations respecting

(i) the nature of the substance,

(ii) the presence in the environment of the substance and the effect of that presence on human life or health or the environment,

(iii) the extent to which the substance can become dispersed and will persist in the environment,

(iv) the ability of the substance to become incorporated and to accumulate in biological tissues and to cause biological change,

(v) methods of controlling the presence in the environment of the substance, and

(vi) methods for testing the effects of the presence in the environment of the substance;

(b) correlate and evaluate any data collected pursuant to paragraph (a) and publish results of any investigations carried out pursuant to that paragraph; and

(c) provide information and consultative services and make recommendations respecting measures to control the presence in the environment of the substance.

Advisory Committees

Advisory
committees

12. (1) The Ministers may jointly appoint advisory committees to review any data collected pursuant to section 7, 8 or 9 or para-

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les renseignements visés à ce paragraphe peuvent être communiqués aux termes d'un accord conclu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province en vue de l'application des lois, accord par lequel ce gouvernement s'engage à protéger la confidentialité de ces renseignements.

Communication
à une province

11. L'un ou l'autre ministre peut, s'il soupçonne qu'une substance est toxique ou est susceptible de le devenir :

a) recueillir des données et faire des enquêtes sur la substance en cause en ce qui concerne :

(i) sa nature,

(ii) sa présence dans l'environnement et l'effet qu'elle a sur celui-ci, la vie humaine, la santé ou l'environnement,

(iii) la mesure dans laquelle elle peut se disperser et persister dans l'environnement,

(iv) sa capacité d'infiltration et d'accumulation dans les tissus biologiques, et de provoquer des modifications d'ordre biologique,

(v) les méthodes permettant de limiter sa présence dans l'environnement,

(vi) les méthodes de vérification des effets de sa présence dans l'environnement;

b) la mise en corrélation et l'analyse des données recueillies et la publication des résultats des enquêtes effectuées;

c) la fourniture de renseignements et de services de consultation et les recommandations au sujet de mesures visant à limiter la présence dans l'environnement de la substance en cause.

Collecte de
renseignements

Comités consultatifs

12. (1) Les deux ministres peuvent constituer conjointement des comités consultatifs chargés d'examiner l'information recueillie

Comités
consultatifs

tional, it is felt it is premature to build this concept into the Act.

n'est pas encore en place, il semble prématuré de s'y référer dans la loi.

Clause 11: This section empowers the Minister of the Environment or the Minister of National Health and Welfare to collect data, investigate, evaluate and publish information on the danger of substances, and to recommend measures to control the presence of these substances in the environment where they suspect a substance is toxic.

The provisions are the same as those found in subsection 3(3) of the *Environmental Contaminants Act*.

Article 11. — Le ministre de l'Environnement ou celui de la Santé nationale et du Bien-être social peut recueillir des données et faire des enquêtes sur le danger posé par une substance qu'il soupçonne d'être toxique, en analyser et publier les résultats et recommander des mesures afin de réduire la présence de la substance dans l'environnement.

Ce sont les mêmes dispositions qu'au paragraphe 3(3) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Clause 12: (1) The Ministers of the Environment and National Health and Welfare may establish committees to advise them on any matters relating to the toxicity of a

Article 12, (1). — Les deux ministres peuvent établir des comités qui les conseilleront sur tout aspect de la toxicité d'une substance ou sur les mesures visant à en réduire la présence dans l'environnement.

graph 11(a), to receive representations from interested parties or concerned members of the public and to advise the Ministers respecting measures to control the presence in the environment of any substance.

en application des articles 7 à 9 et de l'alinéa 11a), de recevoir les observations de tous les intéressés et de conseiller les deux ministres quant aux mesures à prendre pour limiter la présence d'une substance dans l'environnement.

Reports

(2) A committee appointed pursuant to subsection (1) shall make public its reports and recommendations with the reasons therefor.

(2) Les comités constitués en vertu du paragraphe (1) rendent publics leurs rapports et recommandations et les raisons qui les motivent.

Rapports

Use of government services

Government Services

13. (1) The Ministers shall, in carrying out any activity described in paragraph 11(a), wherever reasonably possible, act jointly and make use of the services and facilities of other departments of the Government of Canada or of any agencies thereof.

Services de l'État

13. (1) Dans l'exercice des activités visées à l'alinéa 11a), les deux ministres sont tenus, dans la mesure du possible, d'agir conjointement et de faire usage des services et installations des autres ministères ou organismes fédéraux.

Recours aux services de l'État

Cooperation with a government, etc.

(2) The Ministers may carry out any of the activities described in paragraph 11(a) in cooperation with any government or agency thereof or any body, organization or person.

(2) Les deux ministres peuvent exercer toute activité visée à l'alinéa 11a) en collaboration avec un gouvernement ou l'un de ses organismes, avec un groupe, une organisation ou une personne.

Collaboration des ministres avec un gouvernement, etc.

Schedules I to III

Annexes I à III

Addition to and deletion from Schedules I to III

14. The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, by order,

14. Le gouverneur en conseil peut sur recommandation des deux ministres, par décret, ajouter des substances aux annexes suivantes et les radier de celles-ci :

Inscription et radiation

(a) add to Schedule I the name of any substance a notice of the manufacture or importation of which is not required under section 15,

a) à l'annexe I, les substances dont l'importation ou la fabrication au Canada n'est pas assujettie au préavis prévu par l'article 15;

(b) add to Schedule II the name of any substance a notice of the manufacture or importation of which is required under section 15, and

b) à l'annexe II, les substances dont l'importation ou la fabrication est assujettie au préavis prévu par l'article 15;

(c) add to Schedule III the name of any substance for which, in the opinion of the Governor in Council, a notice should be required to be given under section 25,

c) à l'annexe III, les substances qu'il estime devoir être assujetties au préavis prévu par l'article 25.

and may, in the same manner, delete the name of any substance from Schedule I, II or III.

Substances New to Canada

Nouvelles substances au Canada

Mandatory reporting

15. (1) Subject to subsection (2), where a person intends to manufacture or import a substance whose name does not appear in Schedule I, in a quantity exceeding the quantity prescribed, that person shall, within a

15. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne qui envisage d'importer ou de fabriquer, en quantités supérieures à celles fixées par règlement, une substance non inscrite à l'annexe I communique au ministre, dans le

Communication obligatoire

substance or measures to control the presence in the environment of a toxic substance.

These provisions are the same as those found in subsections 3(4) and 3(5) of the *Environmental Contaminants Act*.

(2) An advisory committee must make public its reports and its recommendations along with its reasons for its recommendations.

Clause 13: (1) Where possible, the process of information gathering and investigation to determine if a substance is or can become toxic must be undertaken jointly by the Ministers of the Environment and National Health and Welfare and with the use of government facilities.

(2) The Ministers of the Environment and National Health and Welfare may enter into agreements with other governments or their agencies for purposes of gathering information and conducting investigations to determine if a substance is or can become toxic.

Clause 14: This section authorizes the Governor in Council to add or delete the name of a substance from three schedules, or lists.

These lists provide the basis for determining whether a substance is subject to the notification provisions of subsection 15(1) for substances new to Canada or subsection 25(1) for export notification requirements.

All three of these schedules are new and will have to be developed.

This section implements recommendation of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee final report, pages 9 to 13 and page 58.

Clause 15: (1) This subsection requires notification prior to the importation or manufacture of substances new to Canada above prescribed quantities and compels the submission of information specified by regulations.

Ce sont les mêmes dispositions qu'aux paragraphes 3(4) et 3(5) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(2). — Les comités consultatifs doivent rendre publics leurs rapports et recommandations ainsi que les raisons qui les motivent.

Article 13, (1). — Dans la mesure du possible, les deux ministres doivent agir conjointement dans leur quête de renseignements sur la toxicité réelle ou éventuelle d'une substance et faire usage des installations de l'État.

(2). — Les deux ministres sont alors autorisés à conclure des ententes avec un gouvernement ou l'un de ses organismes.

Article 14. — Le gouverneur en conseil peut inscrire des substances à trois annexes ou listes et les radier de celles-ci.

C'est sur ces listes qu'on se fondera pour déterminer si une substance sera visée par le paragraphe 15(1), sur la communication de renseignements, ou par le paragraphe 25(1), sur les préavis d'exportation.

Ces trois annexes sont inédites et devront être élaborées.

Cet article donne suite à des recommandations qu'on trouve de la page 11 à 14 et à la page 66 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

Article 15, (1). — La fabrication ou l'importation, au-delà de la quantité réglementaire, d'une substance inconnue au Canada doivent être préalablement signalées, et les renseignements exigés par les règlements à son égard doivent être communiqués.

prescribed period preceding the manufacture or importation of the substance, provide the Minister with such information as may be prescribed.

délai réglementaire précédant la fabrication ou l'importation, les renseignements réglementaires qui concernent cette substance.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply in respect of

(a) substances the use of which is regulated under any other Act of Parliament that provides for notice to be given prior to their manufacture or importation and for an assessment to be made of their toxicity, except where such substances are manufactured or imported for a use other than that for which they are regulated;

(b) transient reaction intermediates that are non-isolated and are not likely to be released into the environment;

(c) subject to subsection (3), impurities, contaminants and partially unreacted materials the formation of which is related to the preparation of a substance;

(d) polymers and co-polymers that differ from polymers or co-polymers named in Schedule I only with respect to their molecular weight or ratio of constituent monomers, respectively; and

(e) substances produced when a substance undergoes a chemical reaction as a result of storage, environmental factors or the use to which the substance is put.

(2) Les substances suivantes sont soustraites à l'application du paragraphe (1) :

a) les substances dont l'utilisation est réglementée par une autre loi du Parlement du Canada — faisant ainsi l'objet d'un avis précédant leur commercialisation et d'une appréciation dont les critères sont assimilables à ceux prévus par l'article 5 —, sauf si elles servent à des fins autres que celles pour lesquelles elles sont ainsi réglementées;

b) celles qui, étant des intermédiaires de réaction non isolés, ne sont pas susceptibles, à ce titre, d'être rejetées dans l'environnement;

c) sous réserve du paragraphe (3), des impuretés, des contaminants et des matières dont la réaction n'est pas complétée et dont la formation fait partie de la préparation d'une substance;

d) les polymères et copolymères différents de ceux énumérés à l'annexe I seulement quant à leur poids moléculaire ou au rapport qui existe entre les monomères qui les constituent, respectivement;

e) les substances découlant d'une réaction chimique à laquelle est soumise une substance en raison des conditions de son entreposage, de facteurs environnementaux ou de l'utilisation qui en est faite.

Exceptions

Impurities, etc.

(3) The substances referred to in paragraph (2)(c) are not excepted from the application of subsection (1) where they are manufactured or imported, either alone or in combination with any other substances to which that subsection applies, in a quantity exceeding the quantity prescribed for the purposes of that subsection.

(3) Les substances visées à l'alinéa (2)c) ne sont pas soustraites à l'application du paragraphe (1) lorsqu'elles sont fabriquées ou importées, seules ou en combinaison avec d'autres substances visées par ce paragraphe, en des quantités qui les assujettissent à l'obligation de préavis.

Cas particuliers

Waiver

(4) The Minister may, on the request of any person to whom subsection (1) applies, waive any of the requirements for prescribed information with respect to a substance if, in the opinion of the Ministers, such information is not needed in order to ascertain whether or not the substance is toxic.

(4) Le ministre peut, sur demande d'une personne tenue au préavis, renoncer à la communication des renseignements réglementaires, si les deux ministres estiment qu'ils peuvent s'en passer pour établir si une substance est toxique ou non.

Exemption

This subsection implements a series of recommendations of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee final report, pages 15 to 24.

(2) This subsection establishes the categories of substances new to Canada that are not subject to the notification requirements of section 15(1). These exceptions were recommended by the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee on pages 16 and 17 of its final report.

(3) This subsection specifies when contaminants, impurities and unreacted materials contained in a substance are subject to the substance new to Canada notification requirements of 15(1).

This subsection relates to a parenthetical remark on page 17 of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee's final report.

(4) The Minister of the Environment may, on request from a person submitting a substance new to Canada notification, waive the requirement for a full notification if he is satisfied that certain information is not necessary to assess whether or not a substance is toxic.

This provision is in response to an Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee final report recommendation on page 33.

Cette disposition donne suite à une série de recommandations qui se trouvent de la page 18 à 29 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(2). — Y sont énumérées les catégories de substances inconnues au Canada, qui ne sont pas assujetties aux dispositions de communication obligatoire du paragraphe 15(1) conformément aux recommandations qui se trouvent à la page 20 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(3). — Sont précisés les cas où les contaminants, les impuretés et les matières n'ayant pas complètement réagi, lorsqu'ils se retrouvent dans une substance, sont assujettis aux dispositions du paragraphe 15(1).

Cette disposition répond à une remarque parenthésée qu'on trouve à la page 20 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(4). — Sur demande d'une personne qui lui remet un préavis sur une substance inconnue au Canada, le ministre peut renoncer à certains renseignements s'il estime qu'il peut s'en passer pour établir si la substance est toxique ou non.

Cette disposition répond à une recommandation qu'on trouve à la page 39 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

Assessment	16. (1) On receipt of information respecting a substance provided under section 15, the Ministers shall, within a reasonable period of time, make an assessment of that information.	16. (1) Les deux ministres, saisis des renseignements communiqués en application de l'article 15, en font l'appréciation dans un délai raisonnable.	Appréciation
Determination	(2) Where the Ministers, after assessing the information respecting a substance provided under section 15, suspect that the substance is toxic, the Minister may, by order, (a) permit the person who provided the information to manufacture or import the substance subject to such conditions as the Ministers may specify; (b) temporarily prohibit the person who provided the information from manufacturing or importing the substance subject to such conditions as the Ministers may specify; and (c) notwithstanding any regulations made under paragraph 17(d), request from the person who provided the information such additional information or testing as the Ministers may consider necessary for the purpose of assessing whether or not the substance is toxic.	(2) Si les deux ministres soupçonnent, à la suite de l'appréciation, que la substance est toxique, le ministre peut, par arrêté : a) soit autoriser l'auteur des renseignements à fabriquer ou à importer la substance et assortir l'autorisation des conditions que les deux ministres estiment indiquées; b) soit interdire temporairement à l'auteur de fabriquer ou d'importer la substance et assortir l'interdiction des conditions que les deux ministres estiment indiquées. c) soit obliger l'auteur à lui communiquer, malgré les règlements d'application de l'alinéa 17d), les renseignements, ou à effectuer les essais supplémentaires, que les deux ministres estiment nécessaires pour établir si la substance est toxique.	5 Réaction
Duration and variation of order	(3) An order made pursuant to paragraph (2)(a) or (b) in respect of a substance shall expire two years after the date on which it is made or shall expire on the date on which the substance is added to Schedule IV pursuant to section 18, whichever is earlier.	(3) La durée d'application d'une autorisation ou d'une interdiction visée respectivement à l'alinéa (2)a) ou b) est de deux ans à compter de leur date et est interrompue par l'inscription de la substance en cause à l'annexe IV en application de l'article 18.	Durée d'application
Variation and rescission	(4) The Minister may vary or rescind any order made pursuant to paragraph (2)(a) or (b) but may not vary an order so as to extend the period during which the order is in effect pursuant to subsection (3).	(4) Le ministre peut modifier ou annuler l'autorisation ou l'interdiction, mais ne peut en prolonger la durée au delà du délai prévu par le paragraphe (3).	Modification ou annulation
Regulations	17. The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, for the purposes of sections 15 and 16, make regulations (a) establishing groups of substances for the purposes of the provision of information; (b) prescribing quantities of substances in respect of which information is not required to be provided, (c) prescribing the period within which information shall be provided to the Minister;	17. Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des deux ministres, par règlement pour l'application des articles 15 et 16 : a) établir des groupes de substances pour fins de communication de renseignements; b) fixer des quantités de substance en deçà desquelles la communication de renseignements n'est pas obligatoire; c) fixer les délais dans lesquels les renseignements doivent être communiqués au ministre;	Règlements

Clause 16: (1) This subsection obligates the Ministers of the Environment and National Health and Welfare to assess the information on new substances within a reasonable period of time.

There is no similar provision under the *Environmental Contaminants Act*.

This requirement responds to recommendations in the final report of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee on pages 26, 28 and 30.

(2) This subsection empowers the Ministers of the Environment and National Health and Welfare temporarily to permit, subject to conditions, or to prohibit the import or manufacture of a substance new to Canada or to request additional information or testing in order to assess the toxicity of the substance.

There is no similar provision under the *Environmental Contaminants Act*.

This subsection responds to a recommendation of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee found on page 35 of the final report.

(3) Temporary, importation or manufacturing controls imposed under paragraphs 16(2)(a) or (c) are for a maximum period of two years.

There is no comparable provision under the *Environmental Contaminants Act*.

(4) The Minister of the Environment may vary or rescind importation or manufacturing control orders but is not authorized to extend them beyond the initial two-year period specified in subsection 16(3).

Clause 17: This section authorizes the Governor in Council to make regulations prescribing the various requirements associated with the notification of substances new to Canada.

This section responds to recommendations contained on pages 15 to 33 of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee's final report.

Article 16, (1). — Le ministre de l'Environnement et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social doivent faire l'appréciation des renseignements obtenus sur les substances inconnues au Canada dans un délai raisonnable.

Il n'existe aucune disposition semblable dans la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Cette disposition répond à des recommandations qu'on trouve aux pages 31, 33 et 36 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(2). — Les deux ministres peuvent prendre un arrêté assorti de conditions: pour autoriser ou interdire temporairement l'importation ou la fabrication d'une substance inconnue au Canada; ils peuvent également demander des renseignements supplémentaires ou la réalisation d'essais afin d'établir si la substance est toxique.

Il n'existe aucune disposition semblable dans la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Cette disposition répond à une recommandation qu'on trouve à la page 42 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(3). — La durée maximale d'application de l'arrêté pris sur l'importation ou la fabrication, en vertu des alinéas 16(2) a) ou c), est de deux ans.

Il n'existe aucune disposition semblable dans la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(4). — Le ministre de l'Environnement peut modifier ou annuler l'arrêté, mais ne peut en prolonger la durée d'application au-delà des deux ans prévus au paragraphe 16(3).

Article 17. — Le gouverneur en conseil peut établir des règlements pour fixer les modalités de la communication de renseignements touchant des substances inconnues au Canada.

Cette disposition répond aux recommandations qu'on trouve des pages 18 à 33 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(d) prescribing the type of information that shall be provided to the Minister;

(e) prescribing the conditions under which a substance is tested; and

(f) generally to carry out the purposes and provisions of those sections.

d) établir la nature des renseignements à communiquer;

e) déterminer les conditions d'essai d'une substance;

f) prendre toute mesure réglementaire prévue par une autre disposition de ces articles.

Schedule IV

Addition to
Schedule

18. (1) Subject to subsection (3), the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, where the Governor in Council is satisfied that a substance is toxic, by order, add the name of that substance to Schedule IV.

Deletion from
Schedule IV

(2) Subject to subsection (3), the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, where the Governor in Council is satisfied that the inclusion of a substance in Schedule IV is no longer necessary, by order, delete the name of that substance from that schedule.

Order subject
to conditions

(3) Where a Board of Review is established pursuant to section 27 in relation to a substance referred to in subsection (1) or (2), no order may be made under that subsection until the report of that Board with respect to that substance is received by the Ministers.

Emergency

(4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, where the Governor in Council is satisfied that a substance is toxic and that immediate action should be taken to prevent a significant danger in Canada or any area thereof to human life or health or the environment, notwithstanding subsection 26(1), make any order under subsection (1) or regulations under section 19 with respect to that substance.

Regulations

19. The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, with respect to a substance named in Schedule IV, make regulations

(a) respecting the quantity or concentration of the substance that may be released into the environment either alone or in combination with any other substance from any source or type of source;

Annexe IV

Inscription

18. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des deux ministres et s'il est convaincu qu'une substance est toxique, par décret, inscrire cette substance à l'annexe IV.

Radiation

(2) Sous réserve du paragraphe (3), lorsque le gouverneur en conseil est convaincu qu'il n'est plus nécessaire qu'une substance soit inscrite à l'annexe IV, il peut par décret, sur recommandation des deux ministres, la radier de cette annexe.

Condition de
l'inscription

(3) Dans les cas où une commission d'étude a été constituée en application de l'article 27 relativement à une substance visée aux paragraphes (1) ou (2), l'inscription ou la radiation sont assujetties à la réception par les deux ministres du rapport de la commission.

Urgence

(4) Lorsque le gouverneur en conseil est convaincu qu'une substance est toxique et que des mesures doivent être prises immédiatement pour éviter que la vie humaine, la santé ou l'environnement soit sensiblement mis en danger au Canada ou dans une de ses régions, il peut en ce qui concerne cette substance, sur recommandation des deux ministres, malgré le paragraphe 26(1), prendre le décret prévu par le paragraphe (1) et les règlements prévus par l'article 19.

Règlements

19. Le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation des deux ministres, en ce qui concerne une substance inscrite à l'annexe IV :

a) régir la quantité ou la concentration, le cas échéant, de celle-ci qui peut être rejetée dans l'environnement seule ou combinée à une autre substance, ainsi que la source ou le type de sources d'un tel rejet;

Clause 18: (1) The Governor in Council may on the recommendation of the Ministers of the Environment and National Health and Welfare, add the name of a substance to Schedule IV, if he is satisfied that the substance is toxic. This allows for the making of regulations for its control under section 17 of this Act.

This provision is similar to that found in subsection 7(1) of the *Environmental Contaminants Act*.

(2) The Governor in Council, on the recommendation of the Ministers of the Environment and National Health and Welfare, may remove a substance from Schedule IV and rescind any associated regulations when he is satisfied that control of the substance under Part I of the Act is no longer necessary.

This provision is similar to that of subsection 7(7) of the *Environmental Contaminants Act*.

(3) Where a Board of Review has been established under Section 25, the Ministers must have received the Board of Review report before that substance can be added to or deleted from Schedule IV.

This provision is similar to that of subsection 7(2) of the *Environmental Contaminants Act*.

(4) This subsection allows the Governor in Council to schedule or regulate under emergency conditions a toxic substance without prior announcement in the *Canada Gazette* as provided for under subsection 18(1).

This provision is similar to subsection 7(3) of the *Environmental Contaminants Act*.

Clause 19: The Governor in Council is authorized to regulate a broad range of activities covering the life cycle of toxic substances listed on Schedule IV.

This provision is a considerable expansion of the control measures found in section 18 of the *Environmental Contaminants Act*.

Article 18, (1). — Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre de l'Environnement et du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, inscrire une substance à l'annexe IV s'il est convaincu qu'elle est toxique, ce qui permet d'établir des règlements afin de contrôler cette substance en vertu de l'article 17.

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 7(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(2). — Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des mêmes ministres, radier une substance de l'annexe IV et abroger les règlements qui la concernent s'il est convaincu qu'il n'est plus nécessaire de la contrôler en vertu de la partie I.

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 7(7) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(3). — Lorsqu'une commission d'étude a été constituée aux termes de l'article 25, les deux ministres ne peuvent inscrire une substance à l'annexe IV ni l'en radier que si la commission leur a remis son rapport.

Disposition semblable à celle du paragraphe 7(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(4). — Le gouverneur en conseil peut, en situation d'urgence, prendre un décret pour inscrire une substance toxique à l'annexe ou promulguer un règlement à son endroit, sans en faire l'annonce dans la *Gazette du Canada*, comme il est prévu au paragraphe 18(1).

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 7(3) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Article 19. — Le gouverneur en conseil peut réglementer tout ou partie des étapes du cycle d'une substance toxique inscrite à l'annexe IV.

Il s'agit d'un élargissement considérable de la portée de l'article 18 correspondant de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

- (b) respecting the places or areas where the substance may be released;
- (c) respecting the manner and conditions under which the substance may be released into the environment, either alone or in combination with any other substance;
- (d) respecting the quantity of the substance that may be manufactured or processed in Canada;
- (e) respecting the purposes for which the substance may be imported, manufactured, processed or used;
- (f) respecting the manner and conditions under which the substance may be used;
- (g) respecting the quantities or concentrations in which the substance may be used;
- (h) respecting the quantities or concentrations of the substance that may be imported or exported and the conditions under which and the manner in which and purposes for which the substance may be imported or exported;
- (i) respecting the total or partial ban of the manufacture, use, sale, importation or exportation of the substance or a product containing the substance;
- (j) respecting the quantity or concentration of the substance that may be contained in any product imported or manufactured in Canada;
- (k) respecting the manner in which and conditions under which and the purposes for which the substance or a product containing the substance may be advertised or offered for sale;
- (l) respecting the manner in which and conditions under which the substance or a product or material containing the substance may be stored, displayed, handled, transported or offered for transport;
- (m) respecting the packaging and labelling of the substance or a product or material containing the substance;
- (n) respecting the manner, conditions, places and method of disposal of the substance or a product or material containing the substance including standards for the
- b) déterminer les lieux ou régions, le cas échéant, où elle peut être rejetée;
- c) fixer les modalités et les conditions afférentes au rejet dans l'environnement de la substance, notamment le fait qu'elle soit rejetée seule ou en combinaison avec d'autres substances;
- d) fixer la quantité de celle-ci qui peut être fabriquée ou traitée au Canada;
- e) déterminer les fins pour lesquelles elle peut être importée, fabriquée, traitée ou utilisée;
- f) fixer les modalités et les conditions afférentes à l'utilisation de celle-ci;
- g) fixer la quantité ou la concentration de celle-ci qui peut être utilisée;
- h) fixer la quantité ou la concentration, les modalités ainsi que les fins afférentes à l'importation ou à l'exportation de celle-ci;
- i) prévoir le bannissement total ou partiel de la fabrication, l'utilisation, la vente, l'importation ou l'exportation de la substance ou d'un produit qui en contient;
- j) fixer la quantité ou la concentration de celle-ci que peut contenir un produit fabriqué ou importé au Canada;
- k) déterminer les modalités et le but de la publicité et de l'offre en vente de la substance ou d'un produit qui en contient;
- l) fixer les modalités et les conditions afférentes à l'entreposage, à l'étalage, au transport, à la manutention ou à l'offre de transport soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;
- m) régir l'emballage et l'étiquetage soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;
- n) fixer les modalités, lieux et méthodes d'élimination soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient, notamment les normes de construction, d'entretien et d'inspection des sites d'élimination;
- o) soustraire en tout ou en partie à l'application de la présente partie et de ses règlements :
- (i) l'importation, l'exportation, la fabrication, l'utilisation, le traitement, le

construction, maintenance and inspection of disposal sites; and

(o) exempting from the application of this Part and the regulations thereunder or from any provision thereof

(i) the import, export, manufacture, use, processing, transport, offering for transport, handling, packaging, labelling, advertising, offering for sale, displaying, storing, disposing or releasing into the environment of the substance or a product or material containing the substance, and

(ii) the release of a substance into the environment, for a period specified in the regulations, from any source or type of source.

transport, l'offre au transport, la manutention, l'emballage, l'étiquetage, la publicité, l'offre en vente, l'étalage, l'entreposage, l'élimination ou le rejet dans l'environnement soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient,

(ii) le rejet dans l'environnement de telle substance provenant d'une source donnée, ou d'un type de sources donné, pendant une période de temps donnée.

Fuels

Combustibles

Prohibition

20. No person shall produce or import for use or sale in Canada or sell or offer for sale any fuel that contains any element or additive in a concentration or quantity that exceeds the concentration or quantity prescribed with respect to that element or additive in relation to such fuel.

20. Il est interdit de produire ou d'importer, pour utilisation ou vente au Canada, ou de vendre ou d'offrir en vente un combustible qui contient un élément ou additif dont la quantité ou la concentration dépasse le seuil réglementaire.

Interdiction

Regulations

21. The Governor in Council may, for the purposes of section 20, make regulations,

(a) prescribing, with respect to any fuel, the concentration or quantity of any element therein or any additive thereto that, in the opinion of the Governor in Council, if exceeded, would result in a significant contribution to air pollution within the meaning of Part IV on the combustion of the fuel in ordinary circumstances;

(b) requiring persons who produce or import for use or sale in Canada or sell or offer for sale any fuel

(i) to maintain books and records necessary for the enforcement of section 20 and any regulations made under this section,

(ii) to submit samples of such fuel to the Minister,

(iii) to submit such information to the Minister regarding the chemical composition of the fuel and regarding the tech-

21. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, pour l'application de l'article 20 :

a) fixer la quantité ou la concentration de tout élément ou additif dans un combustible au delà de laquelle la combustion de celui-ci dans des conditions normales contribuerait sensiblement, à son avis, à la pollution atmosphérique au sens de la partie IV;

b) obliger les personnes qui produisent ou importent pour utilisation ou vente au Canada ou qui vendent ou offrent en vente un combustible :

(i) à tenir des livres et les registres nécessaires à l'application de l'article 20 et des règlements pris sous le régime du présent article,

(ii) à transmettre au ministre des échantillons du combustible,

(iii) à communiquer au ministre les renseignements exigés par celui-ci sur la composition chimique du combustible et

Règlements

Clause 20: This section prohibits the manufacture or import for use or sale in Canada or the sale or offering for sale in Canada of any fuel that contains an element or additive in a quantity or concentration exceeding prescribed limits. This section is similar to section 22 of the *Clean Air Act*, but broader since it covers sale or offering for sale.

Clause 21: This section authorizes the Governor in Council to prescribe quantities and concentrations of an element or additive in a fuel and to make regulations respecting record keeping, the provision of samples, the filing of information and the test methods to be used to demonstrate compliance.

These provisions are broader than those currently found in the *Clean Air Act*.

Article 20. — Il est interdit de produire ou d'importer, pour l'utiliser ou le vendre au Canada, ou de vendre ou d'offrir en vente au Canada un combustible contenant un élément ou un additif dont la concentration ou la quantité dépasse le seuil réglementaire.

Cette disposition est remblable à celle de l'article 22 de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique* tout en étant de portée plus large, car elle concerne également la vente ou le fait d'offrir en vente.

Article 21. — Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer la concentration ou la quantité d'un élément ou d'un additif donné dans un combustible de même que régir la tenue de livres et de registres, l'envoi d'échantillons, la communication de renseignements et les méthodes d'essais pour contrôle de la conformité.

Ces dispositions ont une portée plus large que les dispositions actuelles de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

niques that may be used to detect and measure elements thereof and additives thereto as is required by the Minister; and

(c) respecting the methods of taking samples for the purposes of subparagraph (b)(ii) including the period during which samples may be taken.

les techniques pour en détecter et mesurer les éléments et additifs;

c) prévoir toute méthode de prélèvement des échantillons visés au sous-alinéa b)(ii), ainsi que toute période sur laquelle peut s'étendre ce prélèvement.

Release of toxic substances

Rejet de substances toxiques

Report and remedial measures

22. (1) Where there occurs, or there is an imminent likelihood of, a release into the environment of a substance named in Schedule IV in contravention of any regulation made under section 19, the persons who own the substance or who have or had at the relevant time the charge, management or control of the substance shall, as soon as possible in the circumstances,

(a) subject to the regulations, report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation; and

(b) take all reasonable emergency measures consistent with public safety to remedy any dangerous condition or reduce or mitigate any danger to human life or health or the environment that results from the release of the substance or may reasonably be expected to result if the substance is released.

Power of Governor in Council

(2) Where the Governor in Council is satisfied on reasonable grounds that a toxic substance that is not named in Schedule IV, or that is named in Schedule IV but in respect of which regulations respecting the release of the substance have not been made under section 19, has been released into the environment or there exists an imminent likelihood that such a substance may be so released and that immediate action is necessary in order to carry out any measures referred to in paragraph (1)(b), the Governor in Council may, by order, direct that such measures be taken by the persons who own the substance or who have or had at the relevant time the charge, management or control of the substance.

Intervention by inspector

(3) Where any person fails to take any measures required to be taken by him pursuant to subsection (1) or (2), an inspector may

Rapport et correctifs

22. (1) En cas de rejet ou d'imminence de rejet dans l'environnement d'une substance, inscrite à l'annexe IV, en contravention des règlements pertinents pris sous le régime de l'article 19, la personne qui, en l'occurrence, est propriétaire de la substance ou la contrôle ou la contrôlait prend les mesures suivantes aussitôt que possible, compte tenu des circonstances :

a) elle fait rapport de cette situation, selon les modalités réglementaires, à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement à cet effet;

b) les mesures correctives ou préventives, compatibles avec la sécurité publique, justifiables pour remédier à tout danger ou pour éviter ou atténuer les effets négatifs de cette situation ou des conséquences de celle-ci sur la vie humaine, la santé ou l'environnement.

Gouverneur en conseil

(2) Le gouverneur en conseil peut, s'il est convaincu, en se fondant sur des motifs raisonnables, du rejet ou de l'imminence du rejet dans l'environnement d'une substance toxique non inscrite à l'annexe IV, ou qui est inscrite à cette annexe mais qui n'a pas fait l'objet de règlements pertinents pris sous le régime de l'article 19, ainsi que de la nécessité de prendre les mesures prévues à l'alinéa (1)b), par décret, ordonner à la personne qui, en l'occurrence, est propriétaire de la substance en cause ou la contrôle, ou la contrôlait, de prendre ces mesures.

Intervention de l'inspecteur

(3) Dans les cas où la personne omet de prendre les mesures qui lui sont imposées en application des paragraphes (1) ou (2), l'ins-

Clause 22: (1) Persons in control of a substance on Schedule IV, the release of which is regulated under section 19, are obligated to report actual or imminent releases and to take all reasonable emergency measures to reduce the danger to health or to the environment posed by the release.

Article 22, (1). — Toute personne contrôlant une substance qui est inscrite à l'annexe IV et dont le rejet est réglementé en vertu de l'article 19 doit signaler tout rejet ou imminence de rejet de cette substance et prendre toutes les mesures raisonnables d'urgence pour réduire le danger posé par le rejet à l'égard de la santé ou de l'environnement.

(2) The Governor in Council is authorized to order that preventive or remedial action be taken for an actual or imminent release of a substance that presents an immediate danger to health or the environment and which is either not on Schedule IV or if it is on Schedule IV does not have a release regulation made under section 19 that applies to it. The appropriate provincial or territorial government involved would be advised in advance of any action under this section.

(2). — Le gouverneur en conseil est autorisé à ordonner que des mesures préventives ou correctives soient prises à l'encontre d'un rejet réel ou imminent d'une substance qui menace dans l'immédiat la santé ou l'environnement, que cette substance ne soit pas inscrite à l'annexe IV ou, si elle l'est, qu'elle ne soit pas visée par un règlement sur les rejets promulgué en application de l'article 19. Les autorités provinciales ou territoriales concernées seraient préalablement avisées de toute mesure prise en vertu du présent article.

(3) An inspector is authorized to take emergency action when a person in control of a toxic substance fails to take

(3). — L'inspecteur peut prendre des mesures d'urgence lorsqu'une personne qui a le contrôle d'une substance toxique omet de prendre les mesures exigées au paragraphe

take those measures or cause them to be taken.

pecteur peut prendre ces mesures ou les faire prendre par une autre personne.

Access to property

(4) Any inspector or other person who carries out any measures pursuant to subsection (3) may enter and have access to any place or property and may do all reasonable things as may be necessary in the circumstances.

(4) L'inspecteur ou l'autre personne qui prend les mesures visées au paragraphe (3) a 5 accès à tout lieu et peut prendre toute décision justifiable dans les circonstances.

Accès

Personal liability

(5) Any person required to take any measures under subsection (3) is not personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of complying with that subsection unless it is established that he acted in bad faith.

(5) Les personnes tenues de prendre les mesures visées au paragraphe (3) n'encourent aucune responsabilité personnelle, ni au civil ni au criminel, pour les actes qu'elles ont accomplis ou les omissions dont elles auront été responsables en application de ce paragraphe, sauf s'il est établi qu'elles ont agi de mauvaise foi.

Responsabilité personnelle

Powers of Governor in Council

(6) The Governor in Council may make 15 regulations

(6) Le gouverneur en conseil peut, par 15 règlement :

Gouverneur en conseil

(a) designating persons for the purposes of paragraph (1)(a), prescribing the form of the report to be made under that paragraph and the information to be contained therein and prescribing the circumstances in which a report is not required to be made under that paragraph; and
(b) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

a) désigner le destinataire du rapport visé à l'alinéa (1)a), fixer la forme du rapport, déterminer les renseignements à y porter et préciser les circonstances dans lesquelles 20 il n'est pas obligatoire;
b) prendre toute mesure réglementaire prévue par une autre disposition du présent article.

25

Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty

23. (1) Her Majesty in right of Canada may recover the costs and expenses of and incidental to the taking of any measures pursuant to section 22 from any persons who caused or contributed to the causation of a 30 situation referred to in subsection 22(1) or (2), to the extent that such costs and expenses can be established to have been reasonably incurred in the circumstances.

23. (1) Sa Majesté du chef du Canada 25 peut recouvrer les frais et dépens, justifiés dans les circonstances, entraînés par les mesures visées à l'article 22 auprès des personnes qui ont causé ou contribué aux situations visées aux paragraphes 22(1) ou (2) de cet article.

Recouvrement des frais et dépens par Sa Majesté

Joint and several liability

(2) The persons referred to in subsection 35 (1) are jointly and severally liable for the costs and expenses referred to in that subsection.

(2) Les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues solidairement au remboursement des frais et dépens.

Solidarité

Defence

(3) For the purposes of proceedings under this section, a defendant engaged in any 40 activity to which section 22 applies is not liable for any claim made pursuant to this section if he establishes, that he took all reasonable care to comply with section 22 and the regulations thereunder.

(3) Le défendeur qui se livre à une activité 35 visée à l'article 22 n'est pas coupable, lors des procédures intentées en vertu du présent article, s'il établit qu'il a pris toutes les précautions raisonnables pour se conformer à l'article 22 et ses règlements.

40 Disculpation

action as required by subsections 22(1) or an order made under subsection 22(2).

(4) This subsection authorizes an inspector or his delegate to enter property for the purposes of taking emergency measures as provided for in subsection 22(3).

(5) Those who act reasonably to effect emergency measures under subsection 22(3) are protected from criminal and civil prosecution.

(6) The Governor in Council is authorized to make regulations respecting emergency measures.

Clause 23: (1) This subsection allows the federal government to recover its costs for taking emergency measures.

(2) This subsection provides that persons who may be liable to pay the federal government for the costs of emergency clean up may be sued individually or together for the total costs incurred.

(3) This subsection provides that the polluter is liable for emergency clean-up costs unless he can establish that he and his agents took all reasonable measures to comply with this Act and its regulations.

22(1) ou de se conformer au décret pris en vertu du paragraphe 22(2).

(4). — L'inspecteur ou son délégué ont accès en tout lieu pour prendre les mesures d'urgence prévues au paragraphe 22(3).

(5). — Les personnes qui agissent de bonne foi pour prendre des mesures d'urgence en vertu du paragraphe 22(3) n'encourent aucune responsabilité personnelle, ni au civil ni au criminel.

(6). — Le gouverneur en conseil peut établir des règlements concernant les mesures d'urgence.

Article 23, (1). — Le gouvernement fédéral peut recouvrer les frais entraînés par les mesures d'urgence qu'il a prises.

(2). — Les personnes responsables sont tenues, individuellement et solidairement, au remboursement des frais et dépens encourus par le gouvernement fédéral lorsque ce dernier a agi en cas d'urgence.

(3). — Le pollueur est astreint aux frais des mesures d'urgence à moins de pouvoir prouver que lui-même et ses agents ont pris toutes les précautions raisonnables pour se conformer à la présente loi et aux règlements sous son régime.

Procedure	(4) All claims pursuant to this section may be sued for and recovered by Her Majesty in right of Canada with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in such right in any court of competent jurisdiction.	(4) Les créances revendiquées en vertu du présent article, ainsi que les frais de justice afférents, peuvent faire l'objet d'une action en recouvrement qui peut être intentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada devant tout tribunal compétent.	Procédures
Recourse or indemnity	(5) Nothing in this section shall be construed as limiting or restricting any right of recourse or indemnity that any person may have against any other person.	(5) Le présent article ne limite pas les recours qu'une personne visée au paragraphe (1) peut avoir contre des tiers.	Recours contre des tiers
Civil remedies	(6) No civil remedy for any act or omission is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under this Act or gives rise to liability under this section.	(6) Le simple fait qu'un acte ou une omission constitue une infraction à la présente partie ou entraîne la responsabilité prévue par le présent article n'a aucun effet, suspensif ou autre, sur d'éventuels recours civils.	Recours civils
Time limitation	(7) No proceedings in respect of a claim under this section may be instituted after two years from the day the events in respect of which the proceedings are brought or taken occurred or became evident.	(7) Les poursuites intentées en vertu du présent article se prescrivent par deux ans à compter de la date des événements en cause ou du moment où ils deviennent évidents.	Prescription

Remedial Measures

Mesures correctives

Contravention	<p>24. Where a substance named in Schedule IV or to which any of sections 15 to 17 apply or a product containing such a substance is distributed in contravention of this Part or a regulation thereunder, the Minister may, by order,</p> <p>(a) direct any person who is a manufacturer, processor, importer or distributor of such a substance or product to take any or all of the following measures:</p> <p>(i) give public notice of any danger to human life or health or the environment posed by the substance or product,</p> <p>(ii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every manufacturer, distributor or retailer of the substance or product, or</p> <p>(iii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every person to whom the substance or product is known to have been delivered or sold; and</p> <p>(b) direct every person who is a manufacturer, distributor, importer or retailer of such a substance or product to take any or all of the following measures:</p>	<p>24. Dans les cas où une substance inscrite à l'annexe IV ou une substance assujettie aux articles 15 à 17, ou un produit contenant une telle substance, est distribué en contravention de la présente partie ou de ses règlements, le ministre peut, par arrêté, prendre les mesures correctives suivantes :</p> <p>a) ordonner à toute personne qui les fabrique, les traite, les importe ou les distribue de prendre les mesures suivantes :</p> <p>(i) aviser le public du danger qu'ils présentent pour la vie humaine, la santé ou l'environnement,</p> <p>(ii) envoyer par la poste un avis du danger à toute personne qui les fabrique, les distribue ou les vend au détail,</p> <p>(iii) envoyer par la poste un avis du danger à toute personne identifiable à qui il en a été livré ou vendu;</p> <p>b) ordonner à toute personne qui les fabrique, les distribue, les importe ou les vend au détail de prendre les mesures suivantes :</p> <p>(i) soit les remplacer par des substances ou produits qui ne présentent pas de danger pour la vie humaine, la santé ou l'environnement,</p>	Contravention
---------------	--	--	---------------

(4) The federal government may sue for the recovery of its emergency clean-up costs in any competent court.

(4). — Le gouvernement fédéral peut intenter une action en recouvrement des frais des mesures d'urgence devant tout tribunal compétent.

(5) This subsection assures that the civil remedies of a convicted party against those parties who may be jointly liable with him are not affected.

(5). — Les recours civils d'un accusé contre des tiers tenus, solidairement avec lui, au remboursement des frais ne sont pas limités.

(6) Civil proceedings instituted independently of proceedings under this Act are not affected.

(6). — Les recours civils portés indépendamment de poursuites intentées en vertu de la loi ne subissent aucun effet.

(7) Actions to recover costs under this section of the Act must be undertaken within two years.

(7). — Les actions pour recouvrement des frais doivent être intentées dans les deux ans.

Clause 24: The Minister may order the recall of any substance or product that has been distributed in contravention of this Part I, public notification of the danger of the substance, the repurchase or the replacement of the recalled substance or product and the method of disposal of the substance or product recalled.

Article 24. — Le ministre peut ordonner: le rappel d'une substance ou d'un produit qui a été distribué en contravention de la partie I; que soit avisé le public du danger que présente cette substance; le rachat ou le remplacement de la substance ou du produit rappelé et leur aliénation selon la méthode qu'il fixe.

(i) replace the substance or product by one that does not pose a danger to human life or health or the environment,

(ii) accept the return of the substance or product from the purchaser and reimburse him the purchase price thereof, or

(iii) dispose of or destroy the substance or product returned to him in the manner in which the Minister deems fit.

(ii) soit accepter de les reprendre de leur acheteur et lui en rembourser le prix,

(iii) soit aliéner les substances ou produits visés au sous-alinéa b)(ii) ou les détruire selon les modalités qu'il estime indiquées.

Export of Toxic Substances

Exportation de substances toxiques

Notice to foreign authority

25. (1) Any person who proposes to export a substance named in Schedule III to a country for the first time after the substance is named in that schedule shall, in the manner and form and within the period prescribed, give notice of the proposed export to the authority in the country of destination designated by regulation.

No designated authority

(2) Where no authority for a country is designated for the purposes of subsection (1), the notice referred to in that subsection shall be given to the embassy or high commission of that country in Canada or to a person or body designated by regulation.

Copy to Minister

(3) A person who gives notice under this section shall, at the same time, send a copy of the notice to the Minister.

Publication

(4) The Minister may cause to be published in the *Canada Gazette*, in respect of a substance proposed to be exported and for which notice is given under this section, the name of the substance, the name of the exporter and the country of destination.

Regulations

(5) The Governor in Council may, for the purposes of this section, make regulations

(a) designating any authority, person or body to whom notice shall be given under this section;

(b) prescribing the contents of a notice;

(c) prescribing the information that must accompany any export of a substance for which notice is required to be given under this section;

(d) prescribing any other matter that by a provision of this section is to be prescribed; and

Préavis au pays étranger

25. (1) La personne qui projette d'exporter une substance pour une première fois vers un pays donné après l'inscription de celle-ci à l'annexe III en donne préavis, selon les modalités réglementaires de forme et de temps, à l'autorité, désignée par règlement, du pays de destination de l'exportation.

Absence de désignation

(2) En l'absence de la désignation prévue par le paragraphe (1), le préavis est donné à l'ambassade au Canada du pays étranger visé ou à la personne ou à l'organisme désigné par règlement.

Exemplaire au ministre

(3) La personne tenue de donner le préavis en expédie simultanément un exemplaire au ministre.

Publication

(4) Le ministre peut faire publier dans la *Gazette du Canada*, relativement à un préavis prévu par le présent article, le nom de la substance, de l'exportateur et du pays visé par l'exportation.

Règlements

(5) Pour l'application du présent article, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner le destinataire — l'autorité étrangère, la personne ou l'organisme — du préavis d'exportation;

b) prévoir le contenu du préavis;

c) prévoir les renseignements qui doivent accompagner les expéditions de substances dont il est donné préavis;

d) fixer le délai et les modalités d'acheminement du préavis;

e) prendre toute mesure réglementaire prévue par une autre disposition du présent article.

Clause 25: (1) Those who intend to export a substance listed on Schedule III to a country for the first time are required to provide specified information to a designated authority in the country of destination.

(2) Where there is no designated authority in the country of destination, notification may be given to the embassy of that country in Canada.

(3) This subsection requires those who intend to export a substance listed on Schedule III, to send a copy of the notice to the Minister of the Environment.

(4) The Minister of the Environment may publish in the *Canada Gazette* the name of the scheduled substance, the exporter and the country of destination.

(5) The Governor in Council is authorized to designate authorities to whom export notifications must be sent, and to make regulations respecting the content of export notifications and the information that must accompany the exported material.

Article 25, (1). — Toute personne qui projette d'exporter pour la première fois dans un pays une substance inscrite à l'annexe III doit en donner préavis à l'autorité désignée dans ce pays.

(2). — En l'absence d'autorité désignée dans le pays d'exportation, le préavis doit être donné à l'ambassade de ce pays au Canada.

(3). — La personne qui projette d'exporter une substance inscrite à l'annexe III doit envoyer copie du préavis au ministre de l'Environnement.

(4). — Le ministre de l'Environnement peut faire publier dans la *Gazette du Canada* les noms de la substance inscrite, de l'exportateur et du pays de destination.

(5). — Le gouverneur en conseil peut désigner les destinataires des préavis d'exportation; ainsi que, par règlement, fixer le contenu de ces préavis et déterminer les renseignements qui doivent accompagner les substances exportées.

(e) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

Notice of Objection

Publication of proposed orders and regulations

26. (1) The Minister shall cause to be published in the *Canada Gazette* a copy of every order or regulation proposed to be made under section 14, subsections 18(1) or (2), section 19 and paragraph 21(a).

Notice of objection

(2) Any person may, within the sixty days next following the publication in the *Canada Gazette* of a proposed order or regulation under subsection (1) or of an order or regulation referred to in subsection 18(4), file a notice of objection with the Minister.

Board of Review

Board of Review

27. (1) On receipt of a notice of objection filed pursuant to subsection 26(2), the Ministers may, if they think fit to do so, establish a Board of Review (in this section referred to as a "Board") consisting of not fewer than three persons to which shall be referred any proposed order or regulations under this Act in respect of which the notice of objection was filed.

Duties

(2) A Board shall inquire into the nature and extent of the danger posed by the substance to which any proposed order or regulations referred to it under subsection (1) apply and shall give any person a reasonable opportunity of appearing before the Board, presenting evidence and making representations to it.

Withdrawal of notice of objection

(3) Where a notice of objection filed pursuant to subsection 26(2) is withdrawn by the person filing the objection and no other notice of objection is filed, the Ministers may dissolve any Board established under subsection (1) with respect thereto.

Powers

(4) For the purposes of an inquiry under subsection (2), a Board has and may exercise all the powers of a person appointed as a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

Absent member

(5) Where for any reason a member of a Board is unable or unwilling to proceed with or complete an inquiry, the remaining mem-

Avis d'opposition

Publication des projets de décret et de règlement

26. (1) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* un projet de tout décret ou règlement prévu par l'article 14, les paragraphes 18(1) ou (2) l'article 19 ou l'alinéa 21a).

5

Avis d'opposition

(2) Toute personne peut, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du Canada* d'un projet de décret ou de règlement visé au paragraphe (1) ou d'un décret ou d'un règlement visé au paragraphe 18(4) déposer un avis d'opposition auprès du ministre.

10

Commission d'étude

Mise sur pied d'une commission d'étude

27. (1) Sur réception de l'avis d'opposition prévu par le paragraphe 26(2), les deux ministres peuvent, s'ils l'estiment indiqué, constituer une commission d'étude composée d'au moins trois personnes et la saisir de tout décret ou règlement d'application de la présente loi visé par l'avis d'opposition.

15

Fonctions

(2) La commission fait enquête sur la nature et l'étendue du danger que représente la substance visée par le décret ou le règlement dont elle est saisie et donne à toute personne la possibilité raisonnable de comparaître devant elle et de lui présenter son dossier et des observations.

20

Retrait d'un avis d'opposition

(3) En cas de retrait, par son auteur, d'un avis d'opposition et en l'absence de dépôt d'un autre avis semblable, le ministre peut dissoudre la commission déjà existante.

30

Pouvoirs

(4) Pour les besoins des enquêtes menées en vertu du paragraphe (2), la commission possède et peut exercer tous les pouvoirs d'un commissaire nommé en application de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

35

Absence

(5) Le refus d'agir ou l'empêchement d'un commissaire n'entrave pas le fonctionnement de la commission si le quorum est atteint.

Clause 26: (1) The Minister must publish, in the *Canada Gazette*, proposed amendments to Schedules I, II, III, IV, and regulatory proposals for sections 19 and 21(a).

This subsection is similar to the current *Environmental Contaminants Act* pre-publication requirements of subsection 5(2) and reflects a recommendation of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee's final report, page 48, that similar provisions be made applicable when deletions from schedules or major changes to regulations are proposed.

(2) Any person is allowed to file an objection to a proposed or emergency (subsection 18(4)) order or regulation.

This provision is similar to those of subsections 5(3) and 7(4) of the *Environmental Contaminants Act* but reflects recommendations of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee's final report to allow "any person" rather than "any interested person" to object to orders or regulations, page 42, and to make subject to notice of objection proposals to delete a substance from a schedule, or to make major changes to the regulations governing scheduled substances, page 49.

Clause 27: (1) The Ministers of the Environment and National Health and Welfare may establish a Board of Review in response to a notice of objection respecting proposed regulatory action or emergency regulatory action.

This provision is a modification of those found in subsections 6(1) and 7(5) of the *Environmental Contaminants Act* in that the Ministers are given the discretion to decide to establish a Board of Review.

Recommendations on Boards of Review are found on pages 42 and 43 of the Environmental Contaminants Act Amendments Consultative Committee's final report.

(2) A Board of Review must inquire into the nature and extent of the danger posed by the substance that is the subject of the regulatory action objected to and must hear the views of any person.

This provision is similar to that found in subsection 6(2) of the *Environmental Contaminants Act* but allows "any person" rather than "any interested or knowledgeable person" to make representations.

Article 26, (1). — Le ministre doit faire publier dans la *Gazette du Canada* les projets de modification des annexes I, II, III et IV, ainsi que les projets de règlement sous le régime de l'article 19 et de l'alinéa 21 a).

Cette disposition est semblable aux dispositions correspondantes du paragraphe 5(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement* et s'inspire d'une recommandation qu'on trouve à la page 56 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement préconisant l'application de dispositions semblables lorsqu'il est proposé une radiation d'une annexe ou des modifications importantes à des règlements.

(2). — Quiconque peut déposer un avis d'opposition à un projet de règlement ou de décret d'urgence pris en application du paragraphe 18(4).

Cette disposition est semblable à celles des paragraphes 5(3) et 7(4) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*, mais s'inspire de recommandations qu'on trouve aux pages 49 et 57 du rapport final du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement, touchant respectivement: l'admissibilité de «quiconque» plutôt que «des personnes intéressées» à déposer un avis d'opposition; l'opposition aux projets de radiation et aux modifications importantes à un règlement sur les substances inscrites.

Article 27. — Les ministres de l'Environnement ainsi que de la Santé nationale et du Bien-être social peuvent constituer une commission d'étude, sur réception d'un avis d'opposition à un projet de règlement ou à un règlement d'urgence.

Il s'agit d'une modification aux dispositions des paragraphes 6(1) et 7(5) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement* qui laisse aux deux ministres la discrétion d'agir.

Les recommandations sur le sujet se trouvent aux pages 49 et 50 du rapport du Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement.

(2). — La commission doit faire enquête sur la nature et l'étendue du danger que représente la substance visée par un règlement sur lequel porte l'avis d'opposition et prendre connaissance des observations de quiconque.

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 6(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*, sauf qu'il est stipulé que «quiconque» plutôt que «les person-

bers of the Board may, if there is still a quorum, proceed with or complete the inquiry.

Report	(6) A Board shall, as soon as possible after the conclusion of an inquiry, submit a report to the Ministers together with its recommendations and all evidence that was before the Board.	(6) Dès que possible après enquête, la commission présente un rapport aux deux ministres, ainsi que ses recommandations et l'ensemble du dossier qui lui a été soumis.	Rapport
Publication of report	(7) The report of a Board shall be made public within sixty days after its receipt by the Ministers unless the Board states in writing that it believes the public interest would be better served by withholding publication of the whole or specific parts of the report, in which case the Ministers may decide whether the report, either in whole or in part, should be made public.	(7) Le rapport de la commission est rendu public dans les soixante jours de sa réception par les deux ministres, sauf dans les cas où elle déclare par écrit croire que l'intérêt public serait mieux servi si le rapport ou certains de ses passages n'étaient pas publiés; 10 le cas échéant les ministres peuvent décider s'il y a lieu ou non de le rendre public, en tout ou en partie.	5 Publication du rapport
Rules	(8) The Ministers may make orders (a) for regulating the proceedings of a Board; (b) for regulating the conduct of hearings before a Board including the presentation of evidence, the making of representations to a Board and the holding of public hearings; (c) generally, for regulating the conduct and work of a Board; and (d) fixing the remuneration of members of a Board and the travel and living expenses to which they are entitled.	(8) Les deux ministres peuvent, par arrêté : a) régir les séances de la commission; b) régir l'instruction des affaires dont la commission est saisie et, notamment, la procédure applicable à la présentation des observations et du dossier ainsi qu'au déroulement des audiences publiques; c) d'une façon générale, régir la conduite des travaux de la commission; d) fixer la rémunération des commissaires et le barème des frais de déplacement et de séjour payables à ceux-ci.	Règles internes 15 20 25 30

PART II

NUTRIENTS

Interpretation

Definitions	28. In this Part, "cleaning agent" means any laundry detergent, dishwashing compound, household cleaner, metal cleaner, degreasing compound, commercial cleaner, industrial cleaner, phosphate compound or other substance intended to be used for cleaning purposes;	28. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie. «agent de nettoyage» Détersif pour la lessive ou pour la vaisselle, produit de nettoyage domestique, de nettoyage des métaux, de dégraissage, de nettoyage commercial ou industriel, composé de phosphate ou d'une autre substance destinée au nettoyage.	Définitions
"cleaning agent" «agent de nettoyage»			«agent de nettoyage» "cleaning agent"
"nutrient" «substance nutritive»	"nutrient" means any substance or combination of substances that, if added to any waters in sufficient quantities, provides nourishment that promotes the growth of	«conditionneur d'eau» Produit chimique pour adoucir l'eau, produit chimique désincrustant, produit anticorrosif ou autre substance destinée au traitement de l'eau.	«conditionneur d'eau» "water conditioner"

PARTIE II

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

nes intéressées ou compétentes» peut se présenter devant la commission.

(3) The Minister of the Environment may dissolve a Board of Review or may refrain from establishing one when, upon withdrawal of a notice of objection, no other notice of objection is received.

(3). — Le ministre de l'Environnement peut dissoudre la commission ou n'est pas tenu d'en constituer, quand, en cas de retrait d'un avis d'opposition, il n'en est pas reçu d'autre.

(4) A Board of Review has the powers of a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

(4). — La commission dispose des pouvoirs que confère à un commissaire la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

This provision is the same as that found in subsection 6(3) of the *Environmental Contaminants Act*.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 6(3) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(5) A Board of Review may proceed with or complete its inquiry when a member is absent as long as there is a quorum.

(5). — La commission peut fonctionner tant que le quorum est atteint.

This provision is the same as that found in subsection 6(3.1) of the *Environmental Contaminants Act*.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 6(3.1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(6) A Board of Review is required to submit a report with its recommendations and the evidence received by it to the Ministers of the Environment and National Health and Welfare, as soon as possible after the inquiry.

(6). — La commission doit présenter le plus rapidement possible, aux ministres de l'Environnement ainsi que de la Santé nationale et du Bien-être social un rapport, ses recommandations et le dossier qui lui a été soumis.

This provision is the same as that found in subsection 6(4) of the *Environmental Contaminants Act*.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 6(4) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(7) The Ministers of the Environment and National Health and Welfare must make public the report of the Board of Review within 60 days of its receipt, unless the Board recommends against publication in whole or in part. In the latter case, the Ministers may decide whether the report in whole or in part should be made public.

(7). — Les deux ministres sont tenus de rendre public le rapport de la commission dans les 60 jours de sa réception. Il leur est toutefois loisible, lorsque la commission recommande la non-publication d'une partie ou de la totalité du rapport, de décider en ce sens.

This provision is the same as that found in subsection 6(5) of the *Environmental Contaminants Act*.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 6(5) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(8) The Ministers of the Environment and National Health and Welfare may establish procedures for Boards of Review and may fix the remuneration of Board members.

(8). — Le ministre de l'Environnement et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peuvent, par arrêté, régir le fonctionnement de la commission et fixer la rémunération de ses membres.

Clause 28: These definitions are the same as those found in section 17 of the *Canada Water Act*.

Article 28. — Y sont reprises les définitions de l'article 17 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*.

aquatic vegetation in those waters to such densities as to

(a) interfere with their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings, or

(b) degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of those waters to an extent that is detrimental to their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings;

“water conditioner”
«conditionneur d'eau»

“water conditioner” means any water softening chemical, anti-scale chemical, corrosion inhibitor or other substance intended to be used to treat water.

«substance nutritive» Toute substance ou combinaison de substances qui, si elle est ajoutée à l'eau en quantités suffisantes, y favorise la croissance de végétation aquatique à un degré tel :

«substance nutritive»
“nutrient”

a) qu'elle en réduit ou empêche l'utilisation par l'homme ou par les animaux, poissons ou plantes utiles à celui-ci;

b) qu'elle altère ou contribue à altérer la qualité de l'eau au point d'en rendre 10 l'utilisation nocive pour l'homme ou pour les animaux, poissons ou plantes utiles à celui-ci.

Prohibition

Prohibition

28.1 (1) No person shall manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner that contains a prescribed nutrient in a concentration that is greater than the prescribed permissible concentration of that nutrient in that cleaning agent or water conditioner.

Regulations

(2) The Governor in Council may, for the purposes of this Part, make regulations

(a) prescribing nutrients;

(b) prescribing the permissible concentration of any prescribed nutrient in any cleaning agent or water conditioner;

(c) respecting the manner in which the concentration of any prescribed nutrient in a cleaning agent or water conditioner shall be determined; and

(d) requiring persons who manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner

(i) to maintain books and records necessary for the proper enforcement of this part and regulations made under this section, and

(ii) to submit samples of such cleaning agent or water conditioner to the Minister.

Interdiction

Interdiction

28.1 (1) Il est interdit de fabriquer pour utilisation ou vente au Canada ou d'importer un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau qui contient une substance nutritive désignée par règlement en une concentration supérieure à la concentration prévue par règlement.

(2) Pour l'application de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les substances nutritives;

b) fixer la concentration permise d'une substance nutritive désignée par règlement pour un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

c) prévoir le mode de détermination de la concentration d'une substance nutritive désignée par règlement pour un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

d) exiger des personnes qui fabriquent ou importent au Canada un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau :

(i) qu'elles tiennent les livres et registres nécessaires à la bonne application de la présente partie et des règlements pris sous le régime du présent article,

(ii) qu'elles soumettent des échantillons au ministre.

(1) This subsection prohibits the importation into or the manufacture in Canada, for use or for sale, of cleaning agents or water conditioners containing prescribed nutrients in concentrations above those prescribed.

This provision is the same as that found in section 18 of the *Canada Water Act*.

(2) The Governor in Council may prescribe nutrients and their concentrations in cleaning agents or water conditioners. The Governor in Council may also make regulations respecting testing, record keeping and the submission of samples.

This provision is the same as that found in section 19 of the *Canada Water Act*.

(1). — Sont interdites l'importation ou la fabrication, au Canada, pour les utiliser ou les vendre, d'agents de nettoyage ou de conditionneurs d'eau contenant des substances nutritives en concentrations supérieures à la concentration prévue par règlement.

C'est la même disposition qu'à l'article 18 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*.

(2). — Le gouverneur en conseil peut réglementer: les substances nutritives et leur concentration dans les agents de nettoyage ou dans les conditionneurs d'eau; les essais; la tenue de livres et de registres; la soumission d'échantillons.

C'est la même disposition qu'à l'article 19 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*.

PART III

DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN
CORPORATIONS AND FEDERAL
WORKS, UNDERTAKINGS, LANDS
AND WATERS*Interpretation*

Definitions

"federal works
or undertak-
ings"
«ouvrage...»

29. In this Part,
"federal works or undertakings" means any
work or undertaking that is within the
legislative authority of Parliament, includ- 5
ing, without restricting the generality of
the foregoing,

(a) a work or undertaking or business
operated or carried on for or in connec-
tion with navigation and shipping,
whether inland or maritime, including 10
the operation of ships and transportation
by ship anywhere in Canada,

(b) a railway, canal, telegraph or other
work of undertaking connecting any
province with any other province, or 15
extending beyond the limits of a
province,

(c) a line of ships connecting a province
with any other province, or extending 20
beyond the limits of a province,

(d) a ferry between any province and
any other province or between any prov-
ince and any country other than
Canada,

(e) airports, aircraft or a line of air 25
transportation,

(f) a radio broadcasting station,

(g) a bank,

(h) a work or undertaking that,
although wholly situated within a prov- 30
ince, is before or after its execution
declared by Parliament to be for the
general advantage of Canada or for the
advantage of two or more of the prov-
inces, and 35

(i) a work, undertaking or business out-
side the exclusive legislative authority of
the legislatures of the provinces;

"federal lands and waters" means

"federal lands
and waters"
«terres...»

PARTIE III

MINISTÈRES, ORGANISMES ET
SOCIÉTÉS D'ÉTAT, OUVRAGES,
ENTREPRISES, TERRES ET EAUX
FÉDÉRALES*Définitions*

Définitions

29. Les définitions qui suivent s'appli-
quent à la présente partie.

«ouvrages ou entreprises fédérales» Les ins-
tallations, ouvrages, entreprises ou sec-
teurs qui relèvent de la compétence législa- 5
tive du Parlement, notamment :

a) ceux qui se rapportent à la naviga-
tion et aux transports par eau, entre
autres, à ce qui touche l'exploitation de
navires et le transport par navire partout 10
au Canada;

b) les installations ou ouvrages, entre
autres, chemins de fer, canaux ou liai-
sons télégraphiques reliant une province
à une ou plusieurs autres, ou débordant 15
les limites d'une province, et les entre-
prises correspondantes;

c) les lignes de transport par bateaux à
vapeur ou autres navires, reliant une
province à une ou plusieurs autres, ou 20
débordant les limites d'une province, et
les entreprises correspondantes;

d) les passages par eau entre deux pro-
vinces ou entre une province et un pays 25
étranger;

e) les aéroports, aéronefs ou lignes de
transport aérien;

f) les stations de radiodiffusion;

g) les banques;

h) les ouvrages ou entreprises qui, bien 30
qu'entièrement situés dans une province,
sont, avant ou après leur réalisation,
déclarés par le Parlement être à l'avan-
tage général du Canada ou de plusieurs
provinces; 35

i) les installations, ouvrages, entreprises
ou secteurs d'activité ne ressortissant
pas au pouvoir législatif exclusif des
législatures provinciales.

«ouvrages ou
entreprises
fédérales»
5 "federal work
or undertak-
ing"

Clause 29: This provision defines federal works and undertakings that are under the legislative jurisdiction of the Parliament of Canada and those lands and waters that belong to her Majesty in Right of Canada.

Article 29. — Sont définis les ouvrages et entreprises fédéraux qui relèvent de la compétence législative du Parlement du Canada, de même que les terres et les eaux qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada.

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has power to dispose and all waters on and air above such lands, and

(b) those submarine areas, not within a province, adjacent to the coast of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater and the water and air above such submarine areas.

«terres et eaux fédérales» :

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que celle-ci a à sa disposition ainsi que les eaux et l'air recouvrant ces terres;

b) les zones sous-marines, non comprises dans une province, adjacentes à la côte du Canada et s'étendant sur le prolongement naturel du territoire terrestre du Canada soit jusqu'au rebord externe de la marge continentale, soit jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à l'aide desquelles la largeur de la mer territoriale du Canada est mesurée, en choisissant celui de ces prolongements qui est le plus long;

c) les eaux et l'air recouvrant les zones sous-marines visées à l'alinéa b).

«terres et eaux fédérales»
"federal lands and waters"

Guidelines

Guidelines

30. For the purposes of carrying out his duties and functions related to the quality of the environment, the Minister may, by order, with the approval of the Governor in Council, establish guidelines for use by departments, boards and agencies of the Government of Canada and, where appropriate, by corporations named in Schedule C to the *Financial Administration Act* and regulatory bodies in the exercise of their powers and the carrying out of their duties and functions.

Absence of regulations

Regulations

31. Where no other Act of Parliament expressly provides for the making of regulations for the protection of the environment that apply to federal works or undertakings or federal lands and waters, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and with the concurrence of the Minister of the Crown who has the administration and control of or duties and functions in relation to those works, undertakings, lands or waters, make regulations for the protection of the environment that apply thereto.

Plans and specifications

32. Every person who carries on or proposes to carry on any federal work or under-

Directives

30. Au titre de celles de ses fonctions qui portent sur la qualité de l'environnement, le ministre peut, par arrêté, avec l'approbation du gouverneur en conseil, donner des directives à l'usage des ministères, commissions et organismes fédéraux et, dans les cas indiqués, à l'usage des sociétés d'État énumérées à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* et des organismes de réglementation dans l'exercice de leurs pouvoirs et fonctions.

Directives

Rèlements

31. En l'absence de mesures réglementaires, prévues par une autre loi de Parlement, prévoyant expressément la protection de l'environnement des terres, eaux, ouvrages et entreprises fédérales, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, avec l'assentiment du ministre de qui relèvent ces terres, eaux, entreprises ou ouvrages, prendre des règlements visant la protection de cet environnement.

Absence de mesures réglementaires

Plans, Devis, etc.

32. Les personnes qui exploitent ou se proposent d'exploiter des ouvrages ou entrepri-

Plans, devis, etc.

Clause 30: The Minister of the Environment, with the approval of the Governor in Council, may formulate environmental quality guidelines for the use of departments, boards, agencies or crown corporations of the Government of Canada in exercising their mandate.

This provision is the same as section 6(2) of the Department of the Environment Act.

Clause 31: Where an Act under which federal works and undertakings or federal lands and waters are regulated makes no provision for the putting into place of environmental protection regulations, the Minister responsible for the legislation under which these works and undertakings or lands and waters are regulated and the Minister of the Environment may recommend to the Governor in Council the putting into place of such regulations.

Clause 32: Persons who operate or intend to operate works or undertakings coming within federal jurisdiction which may result in the release of substances in to the

Article 30. — Avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre de l'Environnement peut formuler des directives sur la qualité de l'environnement à l'usage, dans l'exercice de leur mandat, des ministères, des organismes, des sociétés d'État et des autres organes de l'État canadien.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 6(2) de la *Loi sur les ministères de l'Environnement*.

Article 31. — En l'absence de mesures législatives fédérales prévoyant des règlements pour la protection de l'environnement qui visent les entreprises et les ouvrages fédéraux ou les eaux et les terres fédérales, le ministre de qui ceux-ci et ceux-là relèvent et le ministre de l'Environnement peuvent recommander au gouverneur en conseil des règlements à cette fin.

Article 32. — Les personnes qui exploitent ou se proposent d'exploiter des entreprises ou des ouvrages fédéraux susceptibles d'entraîner des rejets dans l'environnement

taking that results or is likely to result in the release of a substance into the environment shall, on the request of the Minister, provide the Minister with such plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work or undertaking and with such analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the environment that is or is likely to be affected by the work or undertaking as will enable the Minister to determine whether the carrying on of the work or undertaking will result in the release of a substance into the environment and what measures, if any, would prevent such a result or mitigate the effects thereof.

ses fédérales de nature à entraîner le rejet de substances dans l'environnement, doivent, à la demande du ministre, lui fournir les plans, devis, études, pièces, annexes, programmes, analyses, échantillons et autres renseignements concernant les ouvrages ou entreprises, ainsi que les analyses, échantillons, évaluations, études et autres renseignements concernant l'environnement menacé, qui lui permettront d'établir si les ouvrages ou entreprises sont ou non susceptibles d'entraîner le rejet d'une substance dans l'environnement et les mesures à prendre pour prévenir ou limiter les dommages éventuels.

PART IV

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

Interpretation

Definitions

33. In this Part,

"air contaminant"
«contaminant...»

"air contaminant" means any solid, liquid, gas or odour or a combination of any of them that, if emitted into the ambient air, would create or contribute to the creation of air pollution;

"air pollution"
«pollution...»

"air pollution" means a condition of the ambient air, arising wholly or partly from the presence therein of one or more air contaminants, that endangers the health, safety or welfare of persons, that interferes with normal enjoyment of life or property, that endangers the health of animal life or that causes damage to plant life or to property;

"ambient air"
«air ambiant»

"ambient air" means the atmosphere surrounding the earth but does not include the atmosphere within a structure or within any underground space;

"stationary source"
«source fixe»

"stationary source" means any source of emission of one or more air contaminants other than a motor vehicle, ship, train or aircraft.

PARTIE IV

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

Définitions

33. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«air ambiant» Atmosphère terrestre, à l'exclusion de l'air d'une structure fermée ou d'un espace souterrain.

«contaminant atmosphérique» ou «contaminant» Substance ou odeur — ou toute combinaison d'un solide, d'un liquide, d'un gaz ou d'une odeur — dont l'émission dans l'air ambiant polluerait l'atmosphère ou y contribuerait.

«émission» Émission d'un contaminant atmosphérique.

«pollution atmosphérique» Dégénération de l'air ambiant causée, en tout ou en partie, par la présence de contaminants atmosphériques et qui met en danger la santé, la sécurité ou le bien-être des êtres humains, fait obstacle à la jouissance normale de la vie ou des biens, menace la santé des animaux ou cause des dommages à la vie végétale ou aux biens.

«source fixe» Source d'émission autre qu'un véhicule automobile, train, navire ou aéronef.

Définitions

«air ambiant»
"ambient air"

«contaminant atmosphérique»
ou «contaminant»
"air contaminant"

«émission»
.French version only

«pollution atmosphérique»
"air pollution"

«source fixe»
"stationary source"

environment must, at the request of the Minister of the Environment, provide required information.

doivent fournir au ministre de l'Environnement les renseignements qu'il leur demande.

Clause 33: These definitions are the same as those in subsection 2(1) of the *Clean Air Act*.

Article 33. — Les définitions sont les mêmes qu'au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

National Emission Standards and Guidelines

National
emission
standards

34. Where the emission into the ambient air of an air contaminant in the quantities and concentrations in which it is consumed or produced in the operation of stationary sources of a particular class or classes specified by the Governor in Council would be likely to result in the violation of a term or terms of any international obligation entered into by the Government of Canada relating to the control or abatement of air pollution in regions adjacent to any international boundary or throughout the world, the Governor in Council may prescribe national emission standards establishing the quantities, if any, and concentrations of such air contaminant that may be emitted into the ambient air by stationary sources of such class or classes.

National
emission
guidelines

35. The Governor in Council may publish or cause to be published in the *Canada Gazette* national emission guidelines indicating quantities and concentrations in which any air contaminant should not be emitted into the ambient air from sources of any class, whether stationary or otherwise.

Minister's
recommendations
where
persons in
foreign country
endangered

36. (1) Subject to this section, where the Minister has reason to believe that an air contaminant emitted into the ambient air by any source, or any sources of a particular class or classes, in Canada creates or contributes to the creation of air pollution that may reasonably be expected to constitute a significant danger to the health, safety or welfare of persons in a country other than Canada, the Minister shall, notwithstanding anything that has been or may be prescribed or otherwise provided pursuant to this Part, recommend specific emission standards in accordance with subsection (2).

Required
recommendation

(2) The recommendation of specific emission standards that is required by subsection (1) shall be made to the Governor in Council with respect to the source or each of the sources, as the case may be, emitting the air contaminant referred to in that subsection and the recommended standards shall be such specific emission standards in relation to that air contaminant, either alone or in

Normes et directives nationales en matière d'émission

Normes
nationales
d'émission

34. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, instituer des normes nationales fixant les quantités et concentrations des émissions par des sources fixes de catégories données, qu'il prévoit par règlement, lorsque l'émission dans l'air ambiant d'un contaminant, dans les quantités et concentrations consommées ou produites lors de l'exploitation de ces sources risquerait d'entraîner la violation d'une clause des obligations contractées sur le plan international par le gouvernement fédéral relativement à la lutte contre la pollution atmosphérique ou à la réduction de celle-ci dans des régions frontalières ou dans le monde entier.

15

Directives
nationales

35. Le gouverneur en conseil peut publier ou faire publier dans la *Gazette du Canada* des directives nationales fixant les quantités et concentrations admissibles d'émissions dans l'air ambiant par des sources — fixes ou autres — de toutes catégories.

Recommandations
du
ministre en cas
de risques pour
l'étranger

36. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, lorsqu'il a des motifs de croire qu'un contaminant émis dans l'air ambiant par des sources canadiennes de diverses catégories pollue l'atmosphère ou y contribue dans une proportion telle qu'un danger appréciable est à craindre pour la santé, la sécurité ou le bien-être des habitants d'un pays étranger, le ministre doit, malgré toute autre disposition réglementaire ou autre prise sous le régime de la présente partie, recommander l'institution des normes spécifiques d'émission visées au paragraphe (2).

35

Recommandation
obligatoire
pour le ministre

(2) Conformément au paragraphe (1), le ministre recommande au gouverneur en conseil, à l'égard de chacune des sources d'émission, les normes spécifiques pour le contaminant atmosphérique en cause — seul ou en combinaison avec d'autres — qu'il juge de nature à éliminer le danger mentionné à ce paragraphe ou à le réduire sensiblement.

40

Clause 34: The Governor in Council may set air emission standards for stationary sources to ensure that there is compliance with international air pollution control agreements to which Canada is a party.

This provision is the same as that found in subsection 7(1) of the *Clean Air Act*.

Article 34. — Le gouverneur en conseil peut établir des normes nationales concernant les émissions de sources fixes pour assurer le respect des ententes internationales en matière de lutte contre la pollution atmosphérique conclues par le Canada.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 7(1) de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

Clause 35: The Governor in Council is authorized to publish national emission guidelines in the *Canada Gazette*.

Article 35. — Le gouverneur en conseil peut publier des directives nationales sur les émissions dans la *Gazette du Canada*.

Clause 36: (1) The Minister must recommend to the Governor in Council specific emission standards for Canadian sources of air pollution where he has reason to believe that such sources endanger the health, safety or welfare of persons in another country.

This provision is similar to that found in subsection 21.1(1) of the *Clean Air Act*.

Article 36, (1). — Le ministre doit recommander au gouverneur en conseil des normes spécifiques d'émission à l'égard des sources canadiennes de pollution atmosphérique qui lui font craindre pour la santé, la sécurité ou le bien-être des personnes dans un pays étranger.

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 21.1(1) de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

(2) This subsection requires the Minister to prepare specific emission standards for specified sources referred to in subsection 36(1).

(2). — Le ministre est tenu de préparer des normes d'émission spécifiques à l'égard de sources précises, dont il est question au paragraphe 36(1).

combination with any one or more other air contaminants, as the Governor in Council may consider appropriate for the elimination or significant reduction of the danger described in that subsection.

Opportunity to make representations where recommendation proposed

(3) Where the Minister proposes to make a recommendation under subsection (1),

(a) notice of the proposal and of the source or class or classes of sources referred to in subsection (1) with respect to which the Minister proposes to make the recommendation shall be published in the *Canada Gazette* and persons in Canada who would be affected by the prescription, if any, of specific emission standards under section 37 on the basis of the recommendation shall be afforded a reasonable opportunity to make representations to the Minister in respect of the subject-matter of the notice; and

(b) a reasonable opportunity shall, in a manner prescribed by the Governor in Council, be afforded for the making, with respect to the proposal, of representations on the part of the country other than Canada referred to in subsection (1).

Notice to, and consultation with, government of province

(4) Nothing in subsection (1) or (2) authorizes the Minister to make a recommendation thereunder with respect to any source referred to therein, other than a federal work or undertaking within the meaning of Part III, situated in a province unless

(a) notice of any representations made pursuant to subsection (3) has been forwarded to the government of the province;

(b) the Minister has endeavoured to determine by consultation with such government whether the significant danger referred to in subsection (1) can be eliminated, or reduced to an extent the Minister considers adequate, by means of any steps that such government may cause to be taken pursuant to the laws of the province;

(c) where the Minister determines, pursuant to paragraph (b), that that danger can be eliminated or so reduced, the Minister endeavours to procure that elimination or reduction; and

(d) the Minister takes into account, for the purposes of the recommendation, any

5

(3) Lorsque le ministre se propose de faire la recommandation visée au paragraphe (1) :

a) un avis du projet, avec indication de la source ou des catégories de sources en faisant l'objet, est publié dans la *Gazette du Canada*, les personnes qui seraient touchées au Canada par l'éventuelle institution par règlement des normes qu'il veut recommander se voyant accorder la possibilité de lui présenter leurs observations à cet égard;

b) le pays étranger concerné se voit accorder la possibilité décrite à l'alinéa a), selon les modalités fixées par règlement du gouverneur en conseil.

Observations en cas de recommandation

5

15

(4) Les paragraphes (1) et (2) n'autorisent pas le ministre à formuler des recommandations relativement à toute source, dans une province, autre qu'un ouvrage ou une entreprise fédérale au sens de la partie III, sans :

a) préalablement aviser le gouvernement de la province des observations présentées sous le régime du paragraphe (3);

b) avoir travaillé à établir, en consultation avec ce gouvernement, si le danger appréciable mentionné au paragraphe (1) peut être éliminé ou réduit, dans une proportion qu'il juge suffisante, par les mesures que ce gouvernement peut faire prendre aux termes des lois de la province;

c) oeuvrer à l'élimination ou la réduction, en cas de réponse positive à l'alinéa b);

d) prendre en considération les observations présentées en application du paragraphe (3).

Avis à la province et consultations

30

35

(3) Before the Minister proposes specific emission standards to the Governor in Council under subsection 36(1), he must publish the proposed emission standards in the *Canada Gazette* and allow for representations from those affected in Canada and from the other country in favour of which they are to be made.

This provision is the same as that found in paragraph 21.1(2) of the *Clean Air Act*.

(4) Except for a federal work, the Minister of the Environment must consult with the government of a province to determine if the source of pollution can be controlled under provincial law before the federal government proceeds with regulations under these provisions.

These provisions are the same as those found in subsection 21.1(3) of the *Clean Air Act*.

(3). — Avant de proposer au gouverneur en conseil des normes spécifiques d'émission en vertu du paragraphe 36(1), le ministre doit faire publier le projet de normes dans la *Gazette du Canada* et accorder aux personnes qui, tant au Canada qu'à l'étranger, seraient touchées par une pollution originaire du Canada la possibilité de lui présenter leurs observations.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 21.1 (2) de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

(4). — Sauf si la source de pollution est un ouvrage fédéral, le ministre de l'Environnement est tenu de consulter le gouvernement d'une province pour déterminer si une loi provinciale vise cette source avant que le gouvernement fédéral ne procède à l'établissement de règlements en vertu de ces dispositions.

Ce sont les mêmes dispositions qu'au paragraphe 21.1(3) de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

representations made pursuant to subsection (3).

Prescription of
specific
emission
standards

37. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may, by regulations, prescribe as a specific emission standard any such standard recommended by the Minister pursuant to section 36 if the Governor in Council is satisfied that the country other than Canada referred to in section 36 has made provision by law for essentially the same kind of benefits in favour of Canada with respect to abatement or control of air pollution as is provided in favour of that country pursuant to this Part.

37. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, par règlement, ériger en normes spécifiques d'émission les normes recommandées à ce titre par le ministre en application de l'article 36 s'il est convaincu que le pays étranger peut faire jouer en faveur du Canada des dispositions de droit essentiellement comparables, en ce qui touche la lutte contre la pollution atmosphérique ou la réduction de celle-ci, à celles qui sont inscrites dans la présente partie.

Institution de
normes
spécifiques
d'émission au
profit d'un pays
étranger

Restriction

(2) Where paragraph 36(4)(c) applies in respect of the significant danger referred to in subsection 36(1), nothing in subsection (1) authorizes any prescription of a specific emission standard on the basis of any recommendation made pursuant to section 36 unless the Governor in Council is satisfied that a reasonable endeavour on the part of the Minister under that paragraph has been unsuccessful.

(2) Le paragraphe (1) n'autorise le gouverneur en conseil à ériger par règlement en normes les recommandations faites au titre de l'article 34 que dans les cas où, l'alinéa 36(4)c) s'appliquant, il est convaincu que les efforts réels déployés par le ministre n'ont pas porté fruit.

Restriction

Regulations

38. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part.

38. Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par une disposition de la présente partie.

Règlements

Prohibition

39. No operator of
(a) any stationary source of a class in respect of which a national emission standard has been prescribed pursuant to section 34, or
(b) any source in respect of which a specific emission standard has been prescribed pursuant to section 37,
shall operate such stationary source or source in a manner that results in an emission into the ambient air in contravention of that national emission standard or specific emission standard.

39. L'exploitant ne peut, en ce qui concerne les émissions dans l'air ambiant, exploiter d'une manière qui contrevienne aux normes nationales ou spécifiques pertinentes à cet égard :
a) une source fixe appartenant à une catégorie assujettie à une norme nationale instituée par règlement en application de l'article 34;
b) une source quelconque faisant l'objet d'une norme spécifique instituée par règlement en application de l'article 37.

Interdiction

Clause 37: (1) Before prescribing a specific emission standard, the Governor in Council must be satisfied that the country for the benefit of which it is to be made provides by law for the same benefits in favour of Canada.

This provision is the same as that found in subsection 21.2(1) of the *Clean Air Act*.

(2) Before putting into effect a specific emission standards, the Governor in Council must be satisfied that the Minister of the Environment has endeavoured to have the source of pollution controlled under provincial law.

This provision is the same as that found in subsection 21.2(2) of the *Clean Air Act*.

Clause 38: This section authorizes the Governor in Council to make regulations for carrying out the provisions of this part of the Act.

Clause 39: This section prohibits the operation of any source of air pollution that results in the emission of air pollution in contravention of national or specific emission standards.

Article 37, (1). — Avant d'ériger en norme spécifique d'émission une norme recommandée à ce titre, le gouverneur en conseil doit vérifier si le pays touché par la pollution d'origine canadienne prévoit dans ses lois des dispositions de réciprocité avec le Canada.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 21.2(1) de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

(2). — Avant de mettre en vigueur une norme spécifique d'émission, le gouverneur en conseil doit être convaincu que le ministre de l'Environnement n'a pas réussi à faire éliminer la source de pollution par le biais d'une loi provinciale.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 21.2 (2) de la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*.

Article 38. — Le gouverneur en conseil peut établir des règlements pour les fins de la partie IV.

Article 39. — Est interdite l'exploitation d'une source de pollution atmosphérique qui contrevient aux normes nationales ou spécifiques d'émission.

PART V

GENERAL

Exercise of Regulation Making Power

General

40. The Governor in Council may, in the exercise of any regulation making power under this Act, in respect of a substance,

(a) prescribe the minimum, average or maximum quantity or concentration thereof; and

(b) prescribe the method of determining such a quantity or concentration.

Agreements with Provinces

Agreements

41. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into agreements with one or more provincial governments with respect to the administration of this Act.

Inspectors and Analysts

Inspectors and Analysts

42. (1) The Minister may designate as an inspector or analyst for the purposes of this Act any person who, in his opinion, is qualified to be so designated.

Inspector to show certificate of designation

(2) An inspector shall be furnished with a certificate of his designation as an inspector and on entering any place pursuant to subsection 43(1) shall, if so required, produce the certificate to the person in charge thereof.

Inspection and Search

Inspection

43. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place, other than a private dwelling place or any part of such place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling place, where he has reasonable grounds to believe

(a) that there can be found therein a substance or class of substances to which this Act applies or a product containing such a substance;

(b) that an activity is being or has been carried on therein which may result in the

PARTIE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

Disposition générale

40. Dans l'exercice des pouvoirs réglementaires qui lui sont attribués par la présente loi, le gouverneur en conseil peut, en ce qui concerne une substance :

5 a) en fixer la quantité ou concentration moyenne, minimale ou maximale;

b) fixer la méthode de détermination de cette quantité ou concentration.

Accords avec les provinces

Conclusion

41. Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec les gouvernements des provinces ou leurs organismes des accords relatifs à la réalisation de programmes découlant de la mise en oeuvre de la présente loi.

Inspecteurs et analystes

Inspecteurs et analystes

42. (1) Le ministre peut désigner pour occuper la fonction d'inspecteur ou d'analyste, aux fins de la présente loi, toute personne qu'il estime compétente pour occuper cette fonction.

(2) L'inspecteur doit être pourvu d'un certificat de nomination à cette fonction, et lorsqu'il entre dans un lieu en application du paragraphe 43(1), il doit, s'il en est requis, produire le certificat à la personne qui a la charge de ce lieu.

L'inspecteur doit produire le certificat de nomination

Inspection et perquisition

Pénétration

43. (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, pénétrer dans un lieu, à l'exception d'une résidence particulière ou d'une partie d'un lieu qui est conçue pour être utilisée et est utilisée à titre de résidence particulière permanente ou temporaire, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire :

a) soit qu'il s'y trouve ou bien une substance ou une substance d'une catégorie de substances visée par la présente loi, ou bien un produit contenant une telle substance;

Clause 40: The Governor in Council is authorized to set minimum, average or maximum concentrations for substances and to prescribe the methods to determine such quantities or concentrations.

Clause 41: This subsection allows for the making of agreements with the provinces for implementing provisions of this Act.

Clause 42: (1) The Minister may designate inspectors or analysts for the purposes of this Act.

This provision is the same as that found in subsection 9(1) of the *Environmental Contaminants Act*.

(2) An inspector must be provided with a certificate designation and produce it when required.

This provision is the same as that found in subsection 9(2) of the *Environmental Contaminants Act*.

Clause 43: (1) An inspector may enter any place except a private dwelling for purposes of carrying out inspections under this Act.

Article 40. — Le gouverneur en conseil peut fixer la concentration minimale, moyenne ou maximale d'une substance et la méthode de détermination de la quantité ou de la concentration de cette substance.

Article 41. — L'application de la loi peut faire l'objet d'accords avec les provinces.

Article 42, (1). — Le ministre peut désigner les inspecteurs ou les analystes aux fins de la loi.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 9(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(2). — L'inspecteur doit être pourvu d'un certificat de nomination et le produire, s'il en est requis.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 9(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Article 43, (1). — Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur peut pénétrer dans un lieu, à l'exception d'une résidence particulière.

release into the ambient air of an air contaminant;

(c) that a fuel to which this Act applies is being or has been produced therein or can be found therein;

(d) that a cleaning agent or water conditioner to which this Act applies is being or has been produced therein or can be found therein; or

(e) that there can be found therein any books, records, electronic data or other documents relevant to the enforcement of this Act.

Idem

(2) In carrying out an inspection of a place pursuant to subsection (1), an inspector may, for the purposes of this Act,

(a) examine any substance or product referred to in paragraph (1)(a), any material used for an activity referred to in paragraph (1)(b) or resulting from such an activity, any fuel referred to in paragraph (1)(c) or any cleaning agent or water conditioner referred to in paragraph (1)(d) that is found therein;

(b) open and examine any receptacle or package found therein that he has reason to believe contains any substance, product, air contaminant, fuel, cleaning, agent or water conditioner;

(c) examine any books, records, electronic data or other documents that on reasonable grounds he believes contain any information relevant to the enforcement of this Act and make copies thereof or extracts therefrom; and

(d) take samples of any thing referred to in paragraph (b).

Authority to
issue warrant

44. (1) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place referred to in subsection (2)

(a) any thing by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened,

(b) any thing for which there are reasonable grounds to believe will afford evi-

b) soit qu'on s'y livre, ou qu'on s'y est livré, à une activité qui peut entraîner l'émission dans l'air ambiant d'un contaminant atmosphérique;

c) soit qu'on y produit du combustible, ou qu'il s'y trouve, du combustible visé par la présente loi;

d) soit qui on y fabrique un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau, ou qu'il s'y trouve tel produit importé visé par la présente loi;

e) soit qu'il s'y trouve des livres, registres, données électroniques ou autres documents relatifs à l'application de la présente loi.

(2) L'inspecteur qui a pénétré dans un lieu ou un local en vertu du paragraphe (1) peut, pour l'application de la présente loi :

a) examiner toute substance ou tout produit visé à l'alinéa (1)a), toute matière utilisée pour une activité visée à l'alinéa (1)b), ou qui en résulte, tout combustible visé à l'alinéa (1)c) ou tout agent de nettoyage ou conditionneur d'eau visé à l'alinéa (1)d) qui s'y trouve;

b) ouvrir et examiner tout contenant ou emballage qui s'y trouve et dans lequel il a des motifs de croire qu'il s'y trouve une substance, un produit, un contaminant atmosphérique, un combustible, un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

c) examiner les livres, registres, données électroniques ou autres documents dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements qui concernent l'application de la présente loi, et en prendre des copies ou extraits;

d) prélever des échantillons de toute chose visée à l'alinéa b).

Examen et
échantillons

44. (1) S'il est convaincu d'après une dénonciation sous serment qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu visé au paragraphe (2) :

a) soit d'une chose qui a servi ou donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi,

b) soit de toute chose dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle servira à prouver une infraction à la présente loi,

Pouvoir de
délivrer un
mandat

(2) An inspector may examine products or material or documents, open receptacles or packages and may make copies of documents or take samples during an inspection.

(2). — Durant l'inspection, l'inspecteur peut examiner les produits, les matières ou les documents, ouvrir tout contenant ou emballage et prendre des copies des documents et prélever des échantillons.

Clause 44: (1) An inspector may obtain a warrant authorizing search and seizure on an *ex parte* application to a justice of the peace.

Similar provisions exist in the *Clean Air Act*, the *Canada Water Act* and the *Environmental Contaminants Act*. They are consolidated and expanded in this Act.

Article 44, (1). — L'inspecteur peut obtenir, de manière *ex parte*, un mandat de perquisition et de saisie d'un juge de paix à qui a été présentée une dénonciation sous serment.

Des dispositions semblables existent dans la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*, la *Loi sur les ressources en eau du Canada* et la *Loi sur les contaminants de l'environnement*. Elles sont fondues en une seule, de portée plus large.

dence with respect to the commission of any offence under this Act, or

(c) any books, records, electronic data or other documents for which there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any offence under this Act,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter and search that place and to seize and detain any thing referred to in paragraphs (a) to (c) subject to such conditions as may be specified.

Search

(2) An inspector with a warrant issued under subsection (1) may at any reasonable time enter and search any place in which he believes on reasonable grounds there is any thing referred to in that subsection by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened and may seize and detain any such thing in accordance with section 47.

Where warrant not necessary

(3) An inspector may exercise the powers of entry, search, seizure and detention referred to in subsection (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain the warrant.

Exigent circumstances

(4) For greater certainty, exigent circumstances include circumstances in which the delay necessary to obtain a warrant under subsection (2) would result in danger to human life or the environment or the loss or destruction of evidence.

Operation of computer system

(5) A person who is authorized pursuant to subsection (1) to search premises for a record may use or cause to be used any computer system on the premises to search any data contained in or available to the computer system, may reproduce the record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output and may seize the printout or other output for examination or copying.

c) soit de livres, registres, données électroniques ou autres documents dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à prouver une infraction à la présente loi,

le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer sous son seing un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans ce lieu et à y perquisitionner et y saisir et retenir les choses visées aux alinéas a) à c), sous réserve des conditions éventuellement fixées dans le mandat.

(2) L'inspecteur muni du mandat visé au paragraphe (1) peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un lieu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y trouve des choses visées au paragraphe (1) qui ont servi ou donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi, et peut perquisitionner et y saisir et retenir ces choses conformément à l'article 47.

Perquisition

(3) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs d'entrée, de perquisition, de saisie et de rétention visés au paragraphe (2) lorsque l'urgence de la situation rend pratiquement contre-indiquée l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Perquisition sans mandat

(4) Il est entendu qu'il y a notamment urgence dans les cas où le délai d'obtention du mandat risquerait soit de mettre en danger des personnes ou l'environnement soit d'entraîner la perte ou la destruction d'éléments de preuve.

Situation d'urgence

(5) L'inspecteur qui est, en vertu du paragraphe (1), autorisé à perquisitionner un lieu pour y chercher un document peut soit utiliser ou faire utiliser tout ordinateur se trouvant dans le lieu en question dans le but de faire la recherche de données se trouvant dans l'ordinateur, ou pouvant lui être fournies, soit, à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou d'une autre sortie de données intelligible, soit en outre emporter cet imprimé ou cette sortie de données pour les examiner ou en prendre copie.

Usage d'un système informatique

(2) When inspectors believe on reasonable grounds that this Act has been contravened, they may with a warrant enter, search, and seize any thing related to the offence.

Similar provisions exist in the *Clean Air Act*, the *Canada Water Act* and the *Environmental Contaminants Act*. They are consolidated and expanded in this Act.

(3) An inspector may enter, search or seize without a warrant under exigent circumstances where a warrant could be issued but it is not practical to do so.

Similar provisions exist in the *Clean Air Act*, the *Canada Water Act* and the *Environmental Contaminants Act*. They are consolidated and expanded in this Act.

(4) This subsection defines exigent circumstances as those circumstances where delay in obtaining a warrant would result in danger to human life or the environment, or loss or destruction of evidence.

Similar provisions exist in the *Clean Air Act*, the *Canada Water Act* and the *Environmental Contaminants Act*. They are consolidated and expanded in this Act.

(5) An inspector may use computer systems available at a search location in order to obtain information that he may require.

This provision is the same as that found in subsection 14(1) of the *Combines Investigation Act*.

(2). — Lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a été perpétré une infraction à la loi, l'inspecteur peut, s'il est muni d'un mandat, pénétrer dans un lieu, y perquisitionner et y saisir les choses concernant l'infraction.

Des dispositions semblables existent dans la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*, la *Loi sur les ressources en eau du Canada* et la *Loi sur les contaminants de l'environnement*. Elles sont fondues en une seule, de portée plus large.

(3). — L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs d'entrée, de perquisition et de saisie lorsque l'urgence de la situation rend contre-indiquée l'obtention du mandat.

Des dispositions semblables existent dans la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*, la *Loi sur les ressources en eau du Canada* et la *Loi sur les contaminants de l'environnement*. Elles sont fondues en une seule, de portée plus large.

(4). — Sont définis comme situation d'urgence les cas où l'environnement ou des personnes seraient mises en danger ou les cas où les éléments de preuve pourraient être perdus ou détruits du fait du délai d'obtention du mandat.

Des dispositions semblables existent dans la *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*, la *Loi sur les ressources en eau du Canada* et la *Loi sur les contaminants de l'environnement*. Elles sont fondues en une seule, de portée plus large.

(5). — L'inspecteur peut utiliser tout ordinateur se trouvant dans un lieu perquisitionné afin d'obtenir les renseignements dont il peut avoir besoin.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 14(1) de la *Loi relative aux enquêtes sur les coalitions*.

Duty of person
in control of
computer
system

(6) Every person who is in possession or control of any premises in respect of which a warrant is issued under subsection (1) shall, on presentation of the warrant, permit any person named in the warrant to use or cause to be used any computer system or part thereof on the premises to search any data contained in or available to the computer system for data from which a record that that person is authorized to search for may be produced, to obtain a physical copy thereof and to seize it.

(6) La personne qui est en possession ou qui a le contrôle d'un lieu à l'égard duquel un mandat a été délivré en application du paragraphe (1) doit, sur présentation du mandat, 5 permettre à toute personne nommée au mandat d'utiliser ou de faire utiliser l'ensemble ou une partie seulement d'un ordinateur se trouvant dans le lieu en question de sorte que toute donnée se trouvant dans l'ordinateur ou pouvant lui être fournie puisse faire 10 l'objet d'une recherche dans le but de trouver des données à partir desquelles peut être produit un document que la personne nommée au mandat est autorisée à rechercher, de même qu'elle doit permettre à cette 15 dernière d'en obtenir une copie physique et de l'emporter.

Obligation de la
personne ayant
la possession
d'un ordinateur

Definitions

(7) For the purposes of this section, "data" and "computer" have the same meaning as in subsection 301.2(2) of the *Criminal Code*.

(7) Aux fins du présent article, «données» et «ordinateur» s'entendent au sens du paragraphe 301.2(2) du *Code criminel*.

Définitions

Assistance to
inspectors

45. The owner or the person in charge of a place entered by an inspector pursuant to section 43 or 44 and every person found therein shall give the inspector all reasonable assistance in his power to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Act and shall furnish him with such information with respect to the administration of this Act and the regulations as he may reasonably require.

45. Le propriétaire ou la personne ayant la charge d'un lieu où un inspecteur entre en application des articles 43 ou 44 et toute personne qui s'y trouve doivent fournir toute l'aide raisonnable en leur pouvoir à l'inspecteur pour lui permettre d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi et lui fournir, en ce qui concerne l'application de la présente loi et des règlements, les renseignements qu'il peut raisonnablement exiger.

Aide à donner
aux inspecteurs

Obstruction of
inspectors

46. No person shall, while an inspector is exercising his powers or carrying out his duties and functions under this Act,
(a) knowingly make any false or misleading statement, either orally or in writing, to the inspector; or
(b) otherwise obstruct or hinder the inspector.

46. Lorsque l'inspecteur agit dans l'exercice de ses fonctions, il est interdit :

- a) de lui faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse;
- b) d'une façon générale, d'entraver son action.

Entrave

Seizure and Detention

Saisie et rétention

Seizure

47. (1) Whenever during the course of an inspection or of a search an inspector believes on reasonable grounds that any provision of this Act has been contravened, he may seize and detain any thing by means of or in relation to which he reasonably believes the contravention occurred or will afford evidence of such contravention.

47. (1) Chaque fois, lors d'une inspection ou d'une perquisition, qu'un inspecteur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il a été contrevenu à une disposition de la présente loi, il peut saisir et retenir toute chose au moyen soit au sujet duquel ou de laquelle la contravention a été commise, soit qui servira à prouver celle-ci.

Saisie

(6) Anyone in charge of a location where a search is being conducted must authorize anyone named in a warrant to conduct a computer-based examination of information on the premises.

This provision is the same as that found in subsection 14(2) of the *Combines Investigation Act*.

(6). — La personne qui la charge d'un lieu perquisitionné doit permettre à toute personne nommée au mandat d'utiliser sur les lieux l'ordinateur pour examiner des renseignements.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 14(2) de la *Loi relative aux enquêtes sur les coalitions*.

(7) The terms "data" and "computer" are defined in subsection 301.2(2) of the *Criminal Code*.

(7). — Les termes «données» et «ordinateurs» sont définis dans le paragraphe 301.2(2) du *Code criminel*.

Clause 45: Anyone in charge of a place where a search is being conducted must assist the inspector.

This provision is the same as that found in subsection 10.2 of the *Environmental Contaminants Act*.

Article 45. — Les personnes ayant la charge d'un lieu perquisitionné doivent aider l'inspecteur.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 10.2 de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Clause 46: No person shall obstruct an inspector while he is carrying out his duties.

This provision is similar to that found in subsection 10.3 of the *Environmental Contaminants Act*.

Article 46. — Il est interdit d'entraver l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions.

Cette disposition est semblable à celle de l'article 10.3 de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Clause 47: (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that there has been a contravention of the Act he may seize material or documents relating to a possible contravention.

This provision is the same as that found in subsection 11(1) of the *Environmental Contaminants Act*.

Article 47, (1). — Lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a été contrevenu à la loi, l'inspecteur peut saisir toute chose concernant la contravention.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 11(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Seizure
limitation

(2) Except to the extent that the thing is required as evidence or for purposes of analysis, an inspector shall not seize any thing pursuant to subsection (1) unless in his opinion such seizure is necessary in the public interest.

Notice of
contravention

(3) Where an inspector has seized and detained any thing pursuant to subsection (1), he shall, as soon as practicable, advise the person in whose possession it was at the time of seizure of the provision of this Act that he believes has been contravened.

Detention and
release

(4) Any thing seized pursuant to subsection (1) shall not be detained

(a) after an inspector or the Minister, upon application made to him by the owner of the thing seized or by the person in whose possession the thing was at the time of seizure, is satisfied that it is not necessary in the public interest to continue to detain it, except to the extent that it is required as evidence or for purposes of analysis; or

(b) after the expiration of ninety days from the day of seizure, unless before that time

(i) the thing seized has been forfeited pursuant to section 49,

(ii) proceedings have been instituted in respect of the contravention in relation to which the thing was seized, in which event it may be detained until the proceedings are finally concluded, or

(iii) notice of an application for an order extending the time during which the thing may be detained has been served in accordance with section 48.

Storing of
seized
substance or
product

(5) A thing seized by an inspector pursuant to subsection (1) shall be kept or stored in the building or place where it was seized except where, in the opinion of the inspector, it is not in the public interest to do so, because the thing seized is required as evidence or because the person in whose possession it was at the time of seizure or the person entitled to possession of the place requests the inspector to have it removed to some other place, in which case it may be

Restriction à la
saisie

(2) Sauf dans la mesure où la chose est nécessaire à titre de preuve ou aux fins d'analyse, un inspecteur ne peut effectuer la saisie prévue par le paragraphe (1) que s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt public.

5

Avis de
violation

(3) L'inspecteur qui a saisi et retenu une chose en application du paragraphe (1) fait connaître dès que cela est matériellement possible, à la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, la disposition de la présente loi qu'il croit avoir été enfreinte.

Rétention et
remise

(4) Une chose saisie en application du paragraphe (1) ne peut plus être retenue :

a) dès qu'un inspecteur ou le ministre, à la suite d'une demande que lui présente le propriétaire de la chose ou la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, est convaincu qu'il n'est pas nécessaire, dans l'intérêt public, d'en poursuivre la rétention, sauf dans la mesure où cette chose, est nécessaire à titre de preuve ou à des fins d'analyse; ou

b) après l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de la saisie, sauf si, au préalable, un des événements suivants survient :

(i) la chose a été confisquée en application de l'article 49,

(ii) des poursuites ont été intentées relativement à la contravention ayant donné lieu à la saisie, auquel cas la chose peut être retenue jusqu'à la fin des poursuites,

(iii) un avis de demande d'ordonnance prolongeant le délai de rétention de la chose a été signifié conformément à l'article 48.

Emmagasinage
de la chose
saisie

(5) Une chose saisie par un inspecteur en application du paragraphe (1) doit être gardée ou emmagasinée dans le bâtiment ou le lieu où elle a été saisie, sauf lorsque, de l'avis de l'inspecteur, cela n'est pas d'intérêt public, parce que cette chose nécessaire à titre de preuve ou parce que la personne qui en avait la possession au moment de la saisie ou la personne ayant droit à la possession du lieu en question demande à l'inspecteur de la placer ailleurs; dans ce cas, cette chose peut

(2) Except to the extent that materials and documents are required as evidence or for analysis, an inspector shall proceed with a seizure only where it is in the public interest.

This provision is the same as that found in subsection 11(2) of the *Environmental Contaminants Act*.

(3) An inspector who has seized material or documents must notify the person in whose possession they were of the provision of this Act he believes has been contravened.

This provision is the same as that found in subsection 11(3) of the *Environmental Contaminants Act*.

(4) This subsection sets out the conditions for the return of seized material and documents.

This provision is the same as that found in subsection 11(4) of the *Environmental Contaminants Act*.

(5) Seized material or documents shall remain in the location where seized, except where this is not in the public interest, or where the items are required for evidence, or where the owner requests that they be removed, in which case the items are to be moved at the owner's expense.

This provision is similar to subsection 11(5) of the *Environmental Contaminants Act*.

(2). — Sauf dans la mesure où la chose est nécessaire à titre de preuve ou aux fins d'analyse, l'inspecteur ne peut opérer une saisie que s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt public.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 11(2) de la *Loi sur la contaminants de l'environnement*.

(3). — L'inspecteur doit faire connaître au saisi la disposition de la loi qu'il croit avoir été enfreinte.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 11(3) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(4). — Sont énumérées les conditions de remise des choses saisies.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 11(4) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(5). — La chose saisie doit rester sur les lieux de la saisie sauf lorsque cela n'est pas d'intérêt public, qu'elle est nécessaire à titre de preuve ou que son propriétaire demande qu'elle soit déplacée, auquel cas elle est déplacée aux frais du propriétaire.

Cette disposition est semblable à celle du paragraphe 11(5) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

removed to and stored in any other place at the direction of or with the concurrence of an inspector and at the expense of the person who requested that it be so removed.

Interference
with seized
substance or
product

(6) Unless authorized by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with any thing seized and detained by an inspector pursuant to subsection (1) but an inspector shall, at the request of the person from whom it was seized, allow that person or any person authorized by that person to examine it and, where practicable, furnish a sample or copy thereof to such person.

Application to
extend period of
detention

48. (1) Where proceedings have not been instituted in respect of the contravention in relation to which any thing was seized pursuant to subsection 47(1), the Minister may, before the expiration of ninety days from the day of seizure and upon the serving of prior notice in accordance with subsection (2) on the owner of the thing or on the person in whose possession it was at the time of seizure, apply to a provincial court judge within whose territorial jurisdiction the seizure was made for an order extending the time during which it may be detained.

Notice

(2) The notice referred to in subsection (1) shall be served by personal service at least five clear days prior to the day on which the application is to be made to the provincial judge or by registered mail at least seven clear days prior to that day and shall specify

- (a) the provincial court judge to whom the application is to be made;
- (b) the place where and the time when the application is to be heard, which time shall be not later than ten days after service of the notice;
- (c) the thing seized in respect of which the application is to be made; and
- (d) the evidence upon which the Minister intends to rely to show why the time during which the thing seized may be detained should be extended.

Order of
extension
granted

(3) Where, upon the hearing of an application made under subsection (1), the provincial court judge is satisfied that the thing

être déplacée et emmagasinée en tout autre lieu sur l'ordre ou avec l'accord d'un inspecteur, aux frais de la personne qui en a demandé le déplacement.

(6) À moins d'y être autorisé par un inspecteur, nul ne peut enlever, modifier ni manipuler de quelque façon une chose saisie et retenue par un inspecteur en application du paragraphe (1); mais un inspecteur doit, à la demande de la personne entre les mains de laquelle la chose a été saisie, permettre à cette personne ou à toute personne autorisée par elle de l'examiner et, lorsque cela est matériellement possible, de lui en fournir un échantillon ou une copie.

5 Manipulation
de la chose
saisie

48. (1) Lorsqu'il n'a pas été intenté de procédure relativement à la contravention ayant donné lieu à la saisie d'une chose en application du paragraphe 47(1), le ministre peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la saisie et sur signification du préavis prévu par le paragraphe (2) au propriétaire de la chose ou à la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, demander à un juge de la cour provinciale dans le ressort duquel la saisie a été effectuée une ordonnance prolongeant le délai de rétention de cette chose.

Demande de
prolongation du
délai de
rétention

(2) Le préavis mentionné au paragraphe (1) est signifié à personne, cinq jours francs au moins avant la date de présentation de la demande au juge, ou par courrier recommandé, sept jours francs au moins avant cette date, et doit spécifier :

Préavis

- a) à quel juge de la cour provinciale la demande sera présentée;
- b) où et quand la demande sera entendue, la date d'audition devant se situer dans les dix jours suivant la signification du préavis;
- c) à quelle chose saisie se rapporte la demande;
- d) quelle preuve le ministre entend invoquer pour justifier la prolongation du délai de rétention de la chose saisie.

45

(3) Lorsque, à la suite de l'audition d'une demande présentée en vertu du paragraphe (1), le juge est convaincu qu'il y a lieu de ne

Ordonnance de
prolongation

(6) No one may interfere with siezed material or documents. An inspector must allow for their examination or provide samples or copies as appropriate.

This provision is the same as that found in subsection 11(6) of the *Environmental Contaminants Act*.

Clause 48: (1) Where the Minister wishes to detain seized material for more than 90 days, he must notify the person from whom it was seized of his intent to make an application before a provincial judge to extend the time of detention.

This provision is the same as that found in subsection 12(1) of the *Environmental Contaminants Act*.

(2) This subsection specifies the time within which a notice of intent to apply for an extension of the period of detention must be served upon a person from whom the material or documents were seized, and specifies the content of the notice.

This provision is the same as that found in subsection 12(2) of the *Environmental Contaminants Act*.

(3) A provincial judge may order an extension of the period of detention. At the expiry of the extension of the period of detention, the material must be returned to the person from whom it was seized or to a person entitled to

(6). — La chose saisie ne peut être manipulée de quelque façon que se soit, et l'inspecteur doit en permettre l'examen ou en fournir, s'il y a lieu, des échantillons ou des copies.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 11(6) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Article 48, (1). — Lorsqu'il souhaite retenir la chose saisie pour plus de 90 jours, le ministre doit aviser le saisi de son intention de demander à un juge de la cour provinciale une ordonnance prolongeant le délai de rétention.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 12(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(2). — Sont précisés la période accordée pour communiquer au saisi le préavis de l'intention de demander une prolongation du délai de rétention ainsi que le contenu du préavis.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 12(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(3). — Le juge de la cour provinciale peut ordonner la prolongation du délai de rétention. À la fin de ce délai, la chose saisie doit être restituée au saisi ou à son propriétaire

seized should continue to be detained, he shall order that it be detained for such additional period of time and upon such conditions relating to the detention for that additional period of time as he deems proper and that upon the expiration of such period of time it be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession thereof unless before the expiration of such period of time subparagraph 10 47(4)(b)(i) or (ii) applies.

Order of
extension
refused

(4) Where, upon the hearing of an application made under subsection (1), the provincial court judge is not satisfied that the thing seized should continue to be detained, he shall order it be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession thereof upon the expiration of ninety days from the day of seizure unless,

(a) before the expiration of such period of time, subparagraph 47(4)(b)(i) or (ii) applies; or

(b) at the time of the hearing, such period of time has then expired in which event he shall order the restoration thereof forthwith to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession thereof.

Forfeiture

Forfeiture on
consent

49. (1) Where an inspector has seized any thing pursuant to subsection 47(1) and the owner thereof or the person in lawful possession thereof at the time of seizure consents in writing at the request of the inspector to the forfeiture of that thing, it is thereupon forfeited to Her Majesty.

Forfeiture by
order of court

(2) Where a person is convicted of an offence under this Act and any thing seized pursuant to subsection 47(1) by means of or in relation to which the offence was committed is then being detained,

(a) that thing is, upon such conviction, in addition to any punishment imposed for the offence, forfeited to Her Majesty and all or a part of the costs of the forfeiture

pas mettre fin à la rétention de la chose saisie, il doit ordonner qu'elle soit retenue pendant tel délai supplémentaire et à telles conditions relatives à la rétention qu'il juge appropriés, et qu'à l'expiration de ce délai, la chose soit restituée à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession, sauf si, avant l'expiration de ce délai, les sous-alinéas 47(4)b)(i) ou (ii) ne s'appliquent.

Refus de rendre
une ordonnance
de prolongation

(4) Lorsque, à la suite de l'audition d'une demande présentée en vertu du paragraphe (1), le juge de la cour provinciale n'est pas convaincu qu'il y ait lieu de ne pas mettre fin à la rétention de la chose saisie, il doit ordonner qu'elle soit restituée à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession, à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de la saisie, sauf si :

a) les sous-alinéas 47(4)b)(i) ou (ii) ne s'appliquent avant l'expiration de ce délai;

b) ce délai ne soit expiré au moment de l'audition, auquel cas il doit en ordonner la restitution immédiate à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession.

Confiscation

49. (1) Lorsqu'un inspecteur a saisi une chose en application du paragraphe 47(1) et que, à la demande de l'inspecteur, la personne qui en est propriétaire ou la personne qui en avait légalement la possession au moment de la saisie consent par écrit à sa confiscation, cette chose est immédiatement confisquée au profit de Sa Majesté.

Confiscation
par consente-
ment

(2) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi et qu'une chose saisie en application du paragraphe 47(1), au moyen ou au sujet de laquelle l'infraction a été commise, est alors retenue, la chose :

Confiscation
par ordonnance
du tribunal

a) est, après cette déclaration de culpabilité, et en sus de toute peine imposée pour l'infraction, confisquée au profit de Sa

its possession unless the seized material has been forfeited or a prosecution as commenced.

This provision is the same as that found in subsection 12(3) of the *Environmental Contaminants Act*.

légitime, sauf si la chose a été confisquée ou que des procédures ont été intentées.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 12(3) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(4) Where a provincial judge refuses to extend the period of detention, he must order that the material be returned to the person from whom it was seized or to a person entitled to its possession at the expiry of 90 days unless forfeited, or unless a prosecution has commenced.

This provision is the same as that found in subsection 12(4) of the *Environmental Contaminants Act*.

(4). — Lorsqu'il refuse de prolonger le délai de rétention, le juge de la cour provinciale doit ordonner la restitution de la chose saisie au saisi ou au propriétaire légitime à l'expiration du délai de 90 jours, sauf si la chose a été confisquée ou que des procédures ont été intentées.

C'est la même disposition qu'au paragraphe 12(4) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Clause 49: (1) At the request of an inspector, a person from whom material has been seized may, in writing, consent to their forfeiture.

This is similar to subsection 13(1) of the *Environmental Contaminants Act*.

Article 49, (1). — À la demande de l'inspecteur, le saisi peut consentir par écrit à la confiscation de la chose saisie.

Cette disposition est semblable au paragraphe 13(1) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

(2) In addition to any penalty that may be imposed under this Act, a court may order the forfeiture of detained materials.

This is similar to subsection 13(2) of the *Environmental Contaminants Act*.

(2). — Outre les autres sanctions qu'il peut imposer en application de la loi, le tribunal peut ordonner la confiscation des choses retenues.

Cette disposition est semblable au paragraphe 13(2) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

shall be paid by the offender, if the court so directs; or

(b) that thing shall, upon the expiration of the time for taking an appeal from the conviction or upon the final conclusion of the proceedings, as the case may be, be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession thereof upon such conditions, if any, as may be imposed by order of the court and as, in the opinion of the court, are necessary to avoid the commission of any further offence under this Act.

Articles deemed not to have been seized

(3) For the purposes of subsection (2), any thing released from detention pursuant to paragraph 47(4)(a) or (b) shall be deemed not to have been seized pursuant to subsection 47(1).

Majesté et tout ou partie des frais d'aliénation de la chose sont à la charge de la personne trouvée coupable, si le tribunal l'ordonne;

b) doit, à l'expiration du délai prévu pour porter la condamnation en appel, ou à la fin des procédures, selon le cas, être restituée à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession, aux conditions, s'il en est, que le tribunal peut fixer par ordonnance et qui, de l'avis de ce dernier, sont nécessaires pour éviter que soit de nouveau commise une infraction prévue par la présente loi.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), une chose restituée en application des alinéas 47(4)a) ou b) est réputée ne pas avoir été saisie en application du paragraphe 47(1).

Choses réputées ne pas avoir été saisies

Offences and Punishment

Inspectors

50. Every person who

(a) fails to give an inspector all reasonable assistance or to provide him with information as required under section 45; or

(b) contravenes section 46

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred thousand dollars.

Information, notices and testing

51. Every person who

(a) fails to provide the Minister with information as required under section 7, paragraph 9(1)(b), subsection 15(1) or paragraph 16(2)(c),

(b) fails to notify the Minister as required under paragraph 9(1)(a),

(c) fails to conduct the tests referred to in paragraph 9(1)(c), or

(d) contravenes subsection 28.1(1),

is guilty of an offence and is liable on summary conviction, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars.

Tests, manufacture, etc.

52. Every person who

(a) fails to provide the Minister with information as required under section 8,

Infractions et peines

50. Quiconque :

a) omet de fournir de l'aide ou des renseignements à l'inspecteur en application de l'article 45,

b) contrevient à l'article 46,

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cent mille dollars.

51. Quiconque :

a) omet de communiquer au ministre les renseignements prévus par l'article 7, l'alinéa 9(1)b), le paragraphe 15(1) ou l'alinéa 16(2)c),

b) omet de donner au ministre l'avis prévu par l'alinéa 9(1)a),

c) omet de faire les essais prévus par l'alinéa 9(1)c),

d) contrevient au paragraphe 28.1(1),

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de deux cent mille dollars.

52. Quiconque :

a) omet de communiquer au ministre les renseignements prévus par l'article 8,

20 Inspecteurs

Renseignements, avis et expérimentation

Essais, fabrication, etc.

(3) Released material or documents are considered not to have been seized.

This is similar to subsection 13(3) of the *Environmental Contaminants Act*.

Clause 50: This section makes it an offence to fail to provide assistance or information to an inspector or otherwise obstruct or hinder an inspection. The penalty, upon summary conviction is a fine not exceeding \$100 000.

Clause 51: This section makes it an offence to fail to provide information, to notify the Minister, or to fail to conduct tests where required. The penalty, upon summary conviction, is a fine not exceeding \$200 000.

Clause 52: This section makes it an offence to: provide the Minister with false or misleading information on testing results or fail to provide him with certain information; manufacture or import a substance in contravention of

(3). — Une chose restituée est considérée comme n'ayant pas été saisie.

Cette disposition est semblable au paragraphe 13(3) de la *Loi sur les contaminants de l'environnement*.

Article 50. — Omettre de fournir de l'aide ou des renseignements à l'inspecteur ou l'entraver durant l'inspection constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.

Article 51. — Omettre de communiquer des renseignements au ministre, de notifier ce dernier ou de réaliser les essais exigés constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 200 000 \$.

Article 52. — Fournir au ministre des renseignements faux ou trompeurs sur les résultats d'essais ou omettre de lui fournir certains renseignements; fabriquer ou importer une substance illégalement; rejeter illégalement une sub-

- (b) makes any false or misleading test in purported compliance with paragraph 9(1)(c),
- (c) manufactures or imports a substance in contravention of a condition specified pursuant to paragraph 16(2)(a), 5
- (d) manufactures or imports a substance in contravention of paragraph 16(2)(b),
- (e) contravenes or fails to comply with any regulations made under paragraphs 10 19(a) to (n),
- (f) contravenes section 20 or 39,
- (g) fails to make a report or to take any measures required to be made or taken under section 22, 15
- (h) fails to comply with an order made by the Minister under section 24,
- (i) fails to give a notice or send a copy thereof to the Minister as required under section 25, or 20
- (j) fails to comply with a request of the Minister made under section 32,
- is guilty of an offence and is liable
- (k) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars, 25 or
- (l) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both. 30
- b) fait un essai faux ou trompeur en application de l'alinéa 9(1)c),
- c) fabrique ou importe une substance en contravention des conditions fixées en application de l'alinéa 16(2)a), 5
- d) fabrique ou importe une substance en contravention de l'alinéa 16(2)b),
- e) contrevient ou omet de se conformer aux règlements pris sous le régime des alinéas 19a) à n), 10
- f) contrevient à l'article 20 ou à l'article 39,
- g) omet de faire le rapport ou de prendre les mesures correctives prévus par l'article 22, 15
- h) ne se conforme pas à un arrêté du ministre pris en vertu de l'article 24,
- i) omet de donner le préavis ou d'expédier un exemplaire au ministre en application de l'article 25, 20
- j) omet de présenter au ministre les choses prévues par l'article 32,
- commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité :
- k) par procédure sommaire, d'une amende 25 maximale de cent mille dollars;
- l) par mise en accusation, d'une amende maximale d'un million de dollars et d'une peine maximale de trois ans, ou de l'une de ces peines. 30

Fraud

53. Every person who

- (a) provides the Minister with any false or misleading information in purported compliance with section 7, paragraph 9(1)(b), subsection 15(1) or paragraph 16(2)(c), or 35
- (b) gives the Minister any false or misleading notice in purported compliance with section 8 or paragraph 9(1)(a),
- is guilty of an offence and is liable
- (c) on summary conviction, to a fine not 40 exceeding one hundred thousand dollars; or
- (d) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceed- 45 ing five years or to both.
53. Quiconque :
- a) communique sciemment au ministre des renseignements faux ou trompeurs en application de l'article 7, de l'alinéa 9(1)b), du paragraphe 15(1) ou de l'alinéa 16(2)c),
- b) donne sciemment au ministre un avis faux ou trompeur en application de l'article 8 ou de l'alinéa 9(1)a),
- commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité :
- c) par procédure sommaire, d'une amende maximale de cent mille dollars;
- d) par mise en accusation, d'une amende maximale d'un million de dollars et d'un 45 emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines.

Fraude

conditions prescribed by the Minister; release substances into the environment in contravention of the Act and the regulations made pursuant to the Act; produce or import a fuel with additives in excess of prescribed levels; operate a source of air contaminant in a manner that results in emissions in excess of standards; fail to report a spill to the persons identified in regulations or to fail to take appropriate preventative or remedial action in cases of spills covered by this Act; fail to comply with a Ministerial recall order; or fail to give the required export notice in cases where the export notification requirements apply; fail to provide requested plans.

The penalty upon summary conviction is a fine not exceeding \$100 000 and the penalty upon indictment is a fine not exceeding \$1 000 000 or imprisonment for a term not exceeding three years or both.

Clause 53: This section makes it an offence to provide the Minister with false or misleading information. The penalty, upon summary conviction is a fine not exceeding \$100 000 and the penalty on indictment is a fine not exceeding \$1 000 000 or imprisonment for a term not exceeding five years or both.

stance dans l'environnement; fabriquer ou importer un combustible d'une teneur non réglementaire en additif; exploiter une source de pollution atmosphérique qui n'obéit pas aux normes; omettre de signaler un déversement aux personnes compétentes ou de prendre les mesures préventives ou correctives appropriées à l'encontre des déversements visés par la loi; omettre de se conformer à un arrêté du ministre concernant le rappel d'une substance; ne pas donner le préavis d'exportation exigé.

Omettre de communiquer les plans et devis constituent toutes des infractions passibles, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$ et, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d'une amende maximale de 1 000 000 \$ et d'une peine maximale de trois ans ou de l'une de ces peines.

Article 53. — Communiquer au ministre des renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$ et, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d'une amende maximale de 1 000 000 \$ et d'une peine maximale de cinq ans ou de l'une de ces peines.

Damage to
Environment

54. Every person who, in contravention of this Act,

(a) knowingly or recklessly causes a disaster that results in a loss of the use of the environment, or

(b) knowingly, recklessly or negligently causes serious damage to the environment that results in

(i) a risk of death or serious harm to another person, or

(ii) the death of a person or serious harm to another person,

is guilty of an offence and is liable on proceedings by way of indictment to a fine or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Time limit

55. No proceedings in respect of an offence punishable on summary conviction under this Act may be instituted after two years from the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Continuing
offence

56. Where an offence under this Act is committed or continued on more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Other offences

57. Every person who contravenes any provision of this Act, other than a provision referred to in sections 50 to 54, or the regulations is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Liability of
directors

58. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Proof of offence

59. In any prosecution of an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or prosecuted for the offence.

54. Quiconque, en violation de la présente loi, selon le cas :

a) cause, sciemment ou imprudemment, un désastre entraînant une perte d'usage de l'environnement,

b) cause, sciemment, imprudemment ou par sa négligence, des dommages sérieux à l'environnement entraînant,

(i) soit un risque de mort d'une autre personne ou de dommages sérieux à 10 celle-ci,

(ii) soit la mort d'une autre personne ou des dommages sérieux à celle-ci,

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d'une amende et d'un emprisonnement de cinq ans, ou de l'une de ces peines.

55. Les poursuites visant une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux 20 ans à compter de sa perpétration.

56. Il est compté une infraction distincte à la présente loi pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

57. Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi, autre que celles visées aux articles 50 à 54, ou aux règlements commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

58. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

59. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

Dommages à
l'environnement

Prescription

Infractions
continuesAutres
infractionsDirigeants des
personnes
morales

Preuve

Clause 54: This section contains the essence of the Law Reform Commission of Canada recommendations made in Working Paper No. 44 entitled "Crimes Against the Environment". The Act incorporates these crimes but makes such offences specifically referable to a serious breach of the *Environmental Protection Act*. These offences would constitute aggravated breaches of the Act where serious consequences ensue as a result of the polluting activity. These offences are:

- (a) purposeful and reckless conduct in breach of *Environmental Protection Act* that causes a phic loss of the use of the environment;
- (b) purposeful, reckless or negligent conduct in breach of the *Environmental Protection Act* that seriously damages the environment and causes the risk of death or serious harm to another person; and
- (c) purposeful, reckless or negligent conduct in breach of the *Environmental Protection Act* that seriously damages the environment and causes death or serious harm to another person.

This section sets the punishment for actions that are a crime against the environment. Any one who commits such an offence would be liable on conviction on indictment to a fine or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both. Reflecting the potential gravity of the offence, there is no ceiling on the amount of the fine that may be levied.

Clause 55: No proceedings in respect of offences punishable on summary conviction may be instituted after two years from the time they were perpetrated.

Clause 56: This section makes it a separate offence for each day the offence is committed or continues.

Clause 57: This is a general offence section that makes it an offence punishable on summary conviction to breach any provisions of the Act or regulations not otherwise dealt with.

Clause 58: This section establishes the liability of corporate officers, directors or agents where they directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of an offence under the Act. The section states that where such situations occur, the officer, director or agent of the corporation is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Clause 59: This section states that it is sufficient proof of an offence under the Act to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified.

Article 54. — Dans cette disposition, on retrouve en essence les recommandations de la Commission de réforme du droit du Canada, dans son document de travail n° 44 sur les crimes contre l'environnement. Ces crimes, prévus dans la loi, correspondent spécifiquement à une infraction grave. Seraient aggravantes les conséquences sérieuses d'une activité polluante. Ces infractions sont:

- a) un comportement délibéré ou imprudent, en violation de la loi, qui entraîne une perte catastrophique de l'usage de l'environnement;
- b) un comportement délibéré, imprudent ou négligent, en violation de la loi, qui entraîne des dommages sérieux à l'environnement et un risque de mort d'une autre personne ou de dommages sérieux à celle-ci;
- c) un comportement délibéré, imprudent ou négligent, en violation de la loi, qui entraîne des dommages sérieux à l'environnement et la mort d'une autre personne ou des dommages sérieux à celle-ci.

Sont décrites aussi les sanctions d'un crime contre l'environnement. Leur auteur encourt, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, une amende pour laquelle aucun maximum n'est fixé ainsi qu'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines. En raison de la gravité éventuelle de l'infraction, le montant de l'amende ne saurait être plafonné.

Article 55. — Les poursuites visant une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de sa perpétration.

Article 56. — Pour chaque jour au cours duquel se commet ou se continue une infraction, on compte une infraction distincte.

Article 57. — Il s'agit d'une disposition générale qui définit comme infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire une contravention à toute autre disposition que celles qui sont visées spécifiquement dans la loi ou les règlements édictés sous son régime.

Article 58. — Les dirigeants, les administrateurs ou les mandataires d'une personne morale qui ont consenti ou participé à la perpétration d'une infraction à la loi ou l'ont ordonnée ou autorisée sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Article 59. — Pour prouver une infraction à la loi, il suffit d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un employé de l'accusé, que cet agent ou employé ait été ou non identifié.

Defence	60. No person shall be found guilty of an offence under this Act, other than an offence under section 53 or 54, if the person establishes that the offence took place without his knowledge or consent and that he took all necessary measures to prevent its commission.	60. L'accusé peut se disculper d'une infraction à la présente loi, autre que celles visées aux articles 53 et 54, en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.	Disculpation
Certificate of analyst	61. (1) Subject to this section, a certificate of an analyst stating that he has analyzed or examined a substance or product and stating the result of his analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act and in the absence of evidence to the contrary is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.	61. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat censé signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié telle substance ou tel produit et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites visant toute infraction à la présente loi et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Certificat de l'analyste
Attendance of analyst	(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.	(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence et l'analyste pour contre-interrogatoire.	Présence de l'analyste
Notice	(3) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of such intention together with a copy of the certificate.	(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.	Préavis
	<i>Jury</i>	<i>Jury</i>	
Trial without jury	62. Notwithstanding the <i>Criminal Code</i> and any other Act of Parliament, every person charged with an offence under this Act, other than an offence under section 53 or 54, shall be tried without the intervention of a jury.	62. Par dérogation au <i>Code criminel</i> et à toute loi du Parlement, toute personne accusée d'une infraction à la présente loi, autre que celles visées aux articles 53 ou 54, est jugée sans l'intervention d'un jury.	Absence de jury
	<i>Discharge</i>	<i>Libération</i>	
Absolute or conditional discharge	63. (1) A court may, instead of convicting an offender of an offence, by order direct that the offender be discharged absolutely or on the conditions specified in an order made in accordance with section 66.	63. (1) Le tribunal peut ordonner, qu'au lieu d'être condamné, le contrevenant soit, une fois sa culpabilité déterminée, libéré sans condition ou sous réserve des conditions que prévoit une ordonnance rendue en conformité avec l'article 66.	Libération avec ou sans condition
Conditions of order	(2) The following conditions shall be deemed to be specified in an order under this section, namely that the offender shall	(2) Les conditions suivantes sont réputées toujours faire partie d'une ordonnance de libération :	Contenu de l'ordonnance de libération

Clause 60: For most offences under the Act, a person can demonstrate his innocence if he can prove that the offence took place without his knowledge or consent and that he took all reasonable care to ensure compliance with the Act. This defence does not apply to the offences involving fraud and crimes against the environment.

Clause 61: (1) A certificate of an analyst is admissible in evidence for the prosecution of an offence under this Act.

(2) An analyst may, with the permission of the court, be required to be present for cross-examination.

(3) Before a certificate of an analyst can be received in evidence the person being prosecuted must be notified that the certificate will be introduced and must be provided with a copy of the certificate.

Clause 62: This section provides that trials pursuant to offences under the Act will be conducted without a jury. This section does not apply to offences that constitute crimes against the environment or fraud.

Clause 63: Pursuant to this section, the court may, instead of convicting an offender, order that the offender be discharged under the conditions set out in section 66.

These conditions always include an obligation to keep the peace and be of good behaviour, appear before the court when required to do so by the court and report to an officer designated by the court.

Article 60. — Une personne peut se disculper de la plupart des infractions prévues par la loi si elle peut prouver que l'infraction a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'elle a pris toutes les précautions raisonnables pour assurer l'observation de la loi. Elle ne peut se disculper de la sorte en cas de fraude et de crime contre l'environnement.

Article 61, (1). — Le certificat de l'analyste est admissible en preuve dans les poursuites visant une infraction à la loi.

(2). — Avec la permission du tribunal, l'analyste peut devoir se présenter pour contre-interrogatoire.

(3). — Pour que le certificat de l'analyste soit recevable en preuve, il faut au préalable en aviser le prévenu et aussi lui donner copie du certificat.

Article 62. — Toute personne accusée d'une infraction à la loi sera jugée sans l'intervention d'un jury, sauf si elle est accusée d'un crime contre l'environnement ou de fraude.

Article 63. — Le tribunal peut ordonner, qu'au lieu d'être condamné, le contrevenant soit libéré sous réserve des conditions prévues à l'article 66.

Ces conditions comprennent toujours l'obligation: de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite; de se présenter devant le tribunal quand celui-ci l'exige; de se présenter devant un agent de probation désigné par le tribunal.

(a) keep the peace and be of good behaviour;

(b) appear before the court when required to do so by the court; and

(c) report to and be under the supervision of a probation officer, within the meaning of the *Criminal Code*, or other person designated by the court.

a) ne pas troubler l'ordre public et avoir une bonne conduite;

b) se présenter devant le tribunal lorsque celui-ci l'exige;

c) se présenter à un agent de probation, au sens du *Code criminel*, ou autre personne que désigne le tribunal et rester sous sa surveillance.

Suspended sentence

64. Where an offender is convicted of an offence under this Act, the court may suspend the imposition of any other sanction and direct that the offender enter into a recognizance without sureties to keep the peace and be of good behaviour for such period, not exceeding two years, as the court thinks fit.

64. Le tribunal peut surseoir au prononcé de toute sanction et ordonner que le contre-venant qui est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi contracte, sans caution, un engagement de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite pour une période maximale de deux ans que fixe le tribunal.

Sursis

Additional fine

65. Where a person has been convicted of an offence under this Act, the court may, where it is satisfied that as a result of the commission of the offence the offender acquired any monetary benefits or that monetary benefits accrued to the offender, order the offender to pay, notwithstanding the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act, an additional fine in an amount equal to the amount of those monetary benefits.

65. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il estime que l'auteur de l'infraction a tiré des bénéfices ou avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui imposer, malgré le montant maximal de l'amende fixé pour cette infraction, une amende supplémentaire proportionnelle à ces bénéfices ou avantages.

Amende supplémentaire

Orders of court

66. (1) Where a person has been convicted of an offence under this Act, in addition to any other punishment that may be imposed under this Act, the court may, on application on behalf of the Minister and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order, having any or all of the following effects:

(a) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that may result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the offender to take such action as the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to the environment that results or may result from the act or omission that constituted the offence;

(c) directing the offender to publish, in the manner prescribed, the facts relating to the conviction;

66. (1) Le tribunal peut, sur demande présentée au nom du ministre, ordonner à la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en sus de toute autre peine infligée à celle-ci et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration :

a) de ne plus faire une chose ou exercer une activité qui risque d'entraîner la continuation ou la répétition de l'infraction;

b) de prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

c) de publier, selon les modalités réglementaires, les faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

Ordonnances du tribunal

Clause 64: Where an offender is convicted of an offence, the court may suspend imposition of a sanction and direct the offender to keep the peace for a maximum period of two years as the court thinks fit.

Clause 65: This section allows for the setting of a fine that will take into consideration the profit gained by the offender as a result of the polluting activity. This profit-tied polluting fine could exceed the maximum limits set out in the Act.

Clause 66: (1) Subparagraphs 66(1) a) to i) set out the kinds of orders a judge may make; these are in addition to any other sentence imposed. One such order would require a convicted person to publish the facts of the conviction in the manner provided by regulations.

Article 64. — Lorsqu'une personne est déclarée coupable, le tribunal peut surseoir au prononcé d'une sanction et ordonner qu'elle s'engage à ne pas troubler l'ordre public pour une période maximale de deux ans, que fixe le tribunal.

Article 65. — Le tribunal peut imposer une amende proportionnelle au profit tiré par le pollueur. Cette amende proportionnelle pourrait dépasser l'amende maximale prévue par la loi.

Article 66, (1). — Aux alinéas 66(1) a) à i) sont énumérés les types d'ordonnances auxquelles le tribunal peut soumettre le coupable et qui s'ajoutent à la peine infligée. L'une d'elles serait d'obliger le coupable à publier, selon les modalités réglementaires, les faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité.

(d) directing the offender to notify, at his own cost and in the manner prescribed, any person aggrieved or affected by his conduct of the facts relating to the conviction;

(e) directing the offender to post such bond or pay such amount of money into court as will ensure compliance with any order made pursuant to this section;

(f) directing the offender to submit to the Minister, on application by the Minister made within three years after the date of conviction, such information with respect to the activities of the offender as the court considers appropriate and just in the circumstances;

(g) directing the offender to compensate the Minister, in whole or in part, for the cost of

(i) the investigation of the offence and the proceedings under this Act, and

(ii) any remedial or preventative action taken by or caused to be taken on behalf of the Minister as a result of the act or omission that constituted the offence;

(h) directing the offender to perform community service, subject to such reasonable conditions as may be imposed therein; or

(i) requiring the offender to comply with such other reasonable conditions as the court considers appropriate and just in the circumstances for securing his good conduct and for preventing a repetition by him of the same offence or the commission by him of other offences.

e) de donner un cautionnement ou de déposer auprès du tribunal une somme d'argent en garantie de l'observation d'une ordonnance rendue en vertu du présent article;

f) de fournir au ministre, sur demande de celui-ci au cours des trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements, que le tribunal estime justes, relatifs aux activités de cette personne;

g) d'indemniser le ministre, en tout ou en partie, des frais qu'il a supportés :

(i) pour l'enquête et les poursuites qui ont mené à la déclaration de culpabilité,

(ii) pour réparer ou éviter des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration du culpabilité,

h) d'exécuter des travaux d'intérêt collectif dans des conditions raisonnables;

i) de se conformer aux autres conditions, qu'il estime justes, destinées à assurer sa bonne conduite et à l'empêcher de répéter l'infraction ou d'en commettre une autre.

Publication

(2) Where an offender fails to comply with an order made under paragraph (1)(c) directing him to publish the facts relating to the offence, the Minister may publish the facts in compliance with the order and recover the costs of publication from the offender.

(2) À défaut par la personne déclarée coupable de l'infraction d'effectuer la publication ordonnée en vertu de l'alinéa (1)c), le ministre peut l'effectuer et recouvrer de celui-ci les frais de la publication.

Publication

Debt due to Her Majesty

(3) Where the court makes an order under paragraph (1)(g) directing an offender to pay costs, the costs constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

(3) Les frais visés à l'alinéa (1)g) et au paragraphe (2) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

Créances de Sa Majesté

Coming into force and duration of order

(4) An order made under subsection (1) comes into force on the date on which it is

(4) Une ordonnance visée au paragraphe (1) entre en vigueur :

Entrée en vigueur et durée

(2) This subsection allows the Minister of the Environment to publish at the expense of the offender the fact of his conviction where he fails to do so in contravention of an order made under subsection 66(1)(c).

(3) Costs are recoverable as debts owed to Her majesty in Right of Canada when incurred in:

- the inquiry and the prosecution for which a was convicted,
- putting in place remedial measures where the defendant fails to do so,
- publishing the facts of the conviction pursuant to sub-section 66(2) where the offender fails to do so.

(2). — Si le coupable n'effectue pas la publication des faits ordonnée en vertu de l'alinéa 66(1) c), le ministre de l'Environnement peut s'en charger aux frais du coupable.

(3). — Les frais suivants sont réputés des créances de Sa Majesté du chef du Canada lorsqu'ils ont été supportés:

- pour l'enquête et la poursuite qui ont mené à la déclaration de culpabilité;
- pour appliquer des mesures correctives lorsque le principal intéressé a omis de le faire;
- pour publier les faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité, en vertu du paragraphe 66(2), lorsque la personne déclarée coupable ne l'a pas fait.

made or, where the offender is sentenced to imprisonment, on the date on which the offender is released from custody and shall not continue in force for more than three years from that date.

- a) soit le jour où elle est rendue,
b) soit, en cas d'emprisonnement du contrevenant, le jour où il est libéré;

5 elle demeure en vigueur pour une période maximale de trois ans. 5

Regulation

(5) The Governor in Council may, by regulation, prescribe any matter or thing that 10 toute mesure d'ordre réglementaire prévue par toute autre disposition du présent article.

Rèlements

Offence

67. Every person who contravenes or fails to comply with an order made under section 63, 64, 66 or 68 is guilty of an offence and is liable

67. Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu 10 de l'article 63, 64, 66 ou 68 commet une 15 infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité :

Infraction

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

a) par procédure sommaire, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un 15 emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

(b) on proceedings by way of indictment, 20 to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

b) par mise en accusation, d'une amende maximale d'un million de dollars et d'un 20 emprisonnement maximal de trois ans, ou de l'une de ces peines.

Variation and Enforcement of Sanctions

Modification et exécution des sanctions

Variation of sanctions

68. (1) Where a court has made, in relation to an offender, an order under section 25 63, 64 or 66, the court may, on application by the offender or the Attorney General of Canada, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the Attorney General, subject to subsection 30 (2), vary the order in one or any combination of the following ways that is applicable and, in the opinion of the court, is rendered desirable by a change in the circumstances of the offender since the order was made, namely, 35

68. (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu des articles 63, 64 ou 66, peut, sur demande du procureur général du Canada ou du contrevenant, exiger la com- 25 parution de celui-ci et, après avoir entendu les observations du procureur général et du contrevenant, sous réserve du paragraphe (2), modifier l'ordonnance de l'une ou plusieurs des façons suivantes qui sont applica- 30 bles et que justifie un changement dans la situation du contrevenant depuis que l'ordonnance a été rendue :

Ordonnance de modification des sanctions

(a) make changes in the order or the conditions specified therein or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court considers desirable; or 40

a) soit modifier l'ordonnance ou ses conditions ou en prolonger la période de validité 35 pour une durée maximale d'un an, s'il le juge à propos;

(b) decrease the period for which the order is to remain in force or relieve the offender, either absolutely or partially or for such period as the court considers desirable, of compliance with any condi- 45 tions that is specified in the order.

b) soit réduire la période de validité de l'ordonnance ou dégager le contrevenant, absolument ou partiellement ou pour une 40 durée limitée, de l'obligation de se conformer à une condition de l'ordonnance.

(4) An order made under this section is in force for up to three years and comes into force on the day it is rendered or, in case of imprisonment, on the day the defendant is released from prison.

(4). — Une ordonnance rendue en vertu du présent article demeure en vigueur pour une période maximale de trois ans à partir du jour où elle est rendue ou, en cas d'emprisonnement du contrevenant, du jour où il est libéré.

(5) Self-explanatory.

(5). — Se passe d'explication.

Clause 67: This section sets the penalty for contravention of an order made by the court pursuant to sections 63, 64, 66 or 68.

Article 67. — Est fixée la peine qu'encourt quiconque contrevient à une ordonnance rendue par le tribunal en vertu de l'article 63, 64, 66 ou 68.

Clause 68: (1) This section allows the court at the request of the Attorney General or the offender, to vary an order made under sections 63, 64 or 66.

Article 68, (1). — Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu de l'article 63, 64 ou 66 peut, sur demande du procureur général ou du contrevenant, la modifier.

Notice

(2) Before making an order pursuant to subsection (1), the court may direct that notice be given to such persons as the court may consider to be interested and may hear any such person.

(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, le tribunal peut exiger que soient avisées les personnes qu'il considère intéressées; il peut aussi les entendre.

Préavis

Limitation

(3) Where an application made under subsection (1) in respect of an offender has been heard by a court, no other application may be made with respect to the offender except with leave of the court.

(3) Lorsqu'une demande a été entendue en vertu du présent article, une demande subséquente ne peut l'être qu'avec l'autorisation du tribunal.

Restriction

10

Contraventions

Ticketing

69. Notwithstanding anything in this Act, the Governor in Council may, by regulation, on the recommendation of the Minister, designate any offence under this Act as an offence with respect to which

69. Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation du ministre, déterminer, parmi les infractions à la présente loi :

Contraventions

(a) notwithstanding the *Criminal Code*, an inspector may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the form prescribed by the regulations, affixing his signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

a) celles pour lesquelles, par dérogation au *Code criminel*, l'inspecteur peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer le formulaire de contravention établi par règlement d'application du présent article et le remettre, avec citation, au prévenu;

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to him at his latest known address,

b) celles qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu, par la poste, à sa dernière adresse connue.

and any regulations made under this section shall establish a procedure for entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

Le règlement d'application du présent article fixe, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue, et, d'autre part, le montant de l'amende pour chaque infraction.

OTHER REMEDIES

Injunction

70. (1) Where it appears to a court of competent jurisdiction on the application of the Minister that a person has done or is about to do or is likely to do any act or thing constituting or directed toward the commission of an offence under this Act and that injury to the environment that cannot be adequately prevented or remedied under any other section of this Act may result, the court may, by order, issue an injunction forbidding any person named in the application from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed

70. (1) Lorsque le tribunal compétent est convaincu, sur demande présentée par le ministre, qu'une personne est sur le point d'accomplir ou accomplira vraisemblablement un acte ou une chose constituant une infraction à la présente loi, ou tendant à la perpétration d'une telle infraction, et que, si l'infraction est commise ou se poursuit, il peut en résulter des dommages pour l'environnement qu'il est impossible d'empêcher ou de réparer en application d'une autre disposition de cette loi, la cour peut, par ordonnance, prononcer une injonction inter-

Injunction

(2) Self-explanatory.

(2). — Se passe d'explication.

(3) Self-explanatory.

(3). — Se passe d'explication.

Clause 69: This provision would establish a summary ticketing scheme to be used for designated minor offences. An inspector designated under the Act may lay an information and issue and serve a ticket in the prescribed form on the person alleged to have committed the offence. The ticket may also be served by mailing it to the person's last known address. The person to whom the ticket is issued has the option of, in effect, pleading guilty and paying the ticket or contesting liability in court.

Article 69. — Il est prévu un formulaire de contravention sommaire pour les infractions mineures. L'inspecteur désigné par la loi peut remplir et signer le formulaire de contravention établi par règlement d'application et le remettre, avec citation, au prévenu. Le formulaire peut aussi être envoyé par la poste à la dernière adresse connue du prévenu. Le prévenu peut plaider coupable et payer l'amende prévue ou contester la responsabilité qu'on lui impute devant le tribunal.

Clause 70: This provision is meant to allow the Minister to apply to the court for speedy injunctive relief to prevent a breach of the Act in situations where he is not otherwise empowered to act.

It avoids the delay involved in bringing a prosecution. Forty-eight hours notice is required to be given to the person against whom it is proposed to direct the injunction, unless the situation is urgent, in which case it may be issued without notice.

Article 70. — Dans les cas où il ne peut agir autrement, le ministre peut demander au tribunal de prononcer une injonction pour empêcher rapidement une infraction à la loi.

Il évite ainsi les retards dans l'institution de poursuites. Un préavis d'au moins quarante-huit heures doit être adressé à la personne visée par l'injonction, à moins que la situation soit urgente au point que l'injonction puisse être ordonnée sans préavis.

toward the commission of an offence under this Act.

Notice

(2) No order shall issue pursuant to subsection (1) unless forty-eight hours notice is given to the party or parties named in the application unless the urgency of the situation is such that service of notice would not be in the public interest.

Civil cause of action

71. (1) Any person who has suffered loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act may, in any court of competent jurisdiction, sue for and recover from the person who engaged in the conduct an amount equal to the loss or damage proved to have been suffered by him, together with any additional amount that the court may allow including exemplary damages not exceeding three times the damages actually suffered and an amount to compensate him for the costs of any investigation in connection with the matter and of proceedings under this section.

Evidence of offence

(2) In any action under subsection (1) against a person, the record of proceedings in any court in which that person was convicted of an offence under this Act is, in the absence of any evidence to the contrary, proof that the person against whom the action is brought engaged in conduct that was contrary to a provision of this Act.

Evidence of conviction

(3) In any action under subsection (1) against a person, a certificate setting out with reasonable particularity the conviction and sentence of the person for an offence under this Act signed by

(a) the person who made the conviction, and

(b) the clerk of the court in which the conviction was made, is, on proof that the person is the offender referred to in the certificate, evidence that the person was so convicted and sentenced

disant à toute personne nommée dans la demande de faire quoi que ce soit qui, d'après le tribunal, peut constituer une infraction à cette loi ou tendre à la perpétration de telle infraction.

5

(2) L'ordonnance d'injonction est assujettie à un préavis d'au moins quarante-huit heures adressé aux parties nommées dans la demande, sauf si l'urgence de la situation est telle que le délai du préavis est contraire à l'intérêt public.

Préavis de la demande

71. (1) Toute personne qui a subi une perte ou un préjudice par suite d'un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi peut, devant tout tribunal compétent, réclamer et recouvrer de la personne qui a eu un tel comportement, une somme égale au montant de la perte ou du préjudice qu'elle est reconnue avoir subi, ainsi que toute somme supplémentaire que le tribunal peut fixer et qui ne dépasse pas le triple du montant des dommages entraînés par la perte ou le préjudice et du coût total, pour elle, de toute enquête relative à l'affaire et des poursuites engagées en vertu du présent article.

Recouvrement de dommages-intérêts

(2) Dans une action intentée en vertu du paragraphe (1), les procès-verbaux relatifs aux poursuites engagées devant le tribunal qui a déclaré cette personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi constituent, en l'absence de preuve contraire, la preuve que le défendeur a eu un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi.

Preuve d'infraction à loi

(3) Dans une action intentée en vertu du paragraphe (1), le certificat énonçant de façon raisonnablement détaillée la déclaration de culpabilité et la peine infligée au Canada à un contrevenant, signé par la personne qui a prononcé la déclaration ou le greffier du tribunal devant lequel celle-ci a été prononcée, fait preuve, une fois établi que le défendeur est le contrevenant visé dans le certificat, que celui-ci a été ainsi déclaré coupable et condamné sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Preuve de condamnation antérieure

Clause 71: Any person who has suffered loss or damage as a result of conduct that is contrary to the provisions of the Act or the regulations, or the failure of any person to comply with an order issued under the Act, may recover damages in an amount equal to the loss or damage suffered by him together with any additional amount that the court may allow. The latter may include exemplary damages not in excess of three times the damages actually suffered. In addition, the court may award an amount to compensate for the costs of any investigation in connection with the matter and for the conduct of proceedings to recover damages. It is not necessary for a person suing for damages under this provision to prove the commission of the offence; the prior conviction is proof.

Article 71. — Toute personne lésée par un comportement qui enfreint la loi ou un règlement édicté sous son régime ou par l'omission d'un tiers de se conformer à une ordonnance rendue en vertu de la loi peut recouvrer une somme égale au montant de la perte ou du préjudice subi ainsi que toute somme supplémentaire que le tribunal peut fixer. Cette dernière somme peut comprendre des dommages-intérêts punitifs qui ne dépassent pas trois fois le montant des dommages subis. En outre, le tribunal peut indemniser la personne lésée des frais de toute enquête relative à l'affaire et des frais de poursuite en dommages-intérêts. Il n'est pas nécessaire pour la personne qui réclame des dommages-intérêts en vertu de l'article 77 de prouver que l'infraction a été commise: la condamnation antérieure constitue une preuve.

without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

PART VI

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS
AND REPEAL*Access to Information Act*

72. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by deleting therefrom the reference

“Environmental Contaminants Act
Loi sur les contaminants de l’environnement”

and the corresponding reference to “subsection 4(4)”.

1980-81-82-83,
C. 111, Sch. I.

R.S., c. 5 (1st
Supp.)

Canada Water Act

73. Part III of the *Canada Water Act* is repealed.

74. Paragraphs 24(1)(b) and (c) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(b) examine any waste found therein in bulk or open any container found therein that he has reason to believe contains any waste and take samples thereof; and”

75. Subsection 28(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“28. (1) Every person who contravenes section 8 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each offence.”

76. Section 29 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“29. Every person who contravenes section 25 or any regulation made under paragraph 16(1)(e), (f) or (g) is guilty of an offence punishable on summary conviction.”

Punishment

Punishment

PARTIE VI

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET
ABROGATIONS*Loi sur l'accès à l'information*

72. L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

«Loi sur les contaminants de l'environnement
Environmental Contaminants Act

et du renvoi correspondant au «paragraphe 4(4)».

1980-81-82-83,
ch. 111, ann. I

5

Loi sur les ressources en eau du Canada

ch. 5 (1^{er}
suppl.)

73. La partie III de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* est abrogée.

10

74. Les alinéas 24(1)(b) et (c) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1985, ch. 26,
art. 34

«b) examiner tout déchet qui s'y trouve en vrac ou ouvrir tout récipient qui s'y trouve lorsqu'il a des raisons de croire qu'il contient des déchets, et en prélever des échantillons; et»

75. Le paragraphe 28(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“28. (1) Toute personne qui contrevient à l'article 8 est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars pour chaque infraction.»

Peine

76. L'article 29 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“29. Toute personne qui contrevient à l'article 25 ou à tout règlement établi en vertu des alinéas 16(1)e), f) ou g) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

Peine

Clauses 72 to 79: The enactment of this Act will require that the statutes or parts of statutes listed be repealed and that the existing regulations, guidelines and objectives under those statutes be transferred to this Act.

Articles 72 à 79. — L'adoption de la loi exigera l'abrogation totale ou partielle de lois énumérées dans ces articles et le transport, sous le régime de la loi, des règlements, directives et objectifs qui leur étaient assujettis.

Clean Air Act

Loi sur la lutte contre la pollution
atmosphérique

1970-71-72,
ch. 47

1970-71-72,
c. 47
Repeal

77. The *Clean Air Act* is repealed.

77. La *Loi sur la lutte contre la pollution
atmosphérique* est abrogée.

Abrogation

R.S., c. 14 (2nd
Supp.)

Department of the Environment Act

Loi sur le ministère de l'environnement

ch. 14 (2^e
suppl.)

1984, c. 31, s.
14 (Sch. 11,
Item 22)

78. Subsection 6(2) of the *Department of
the Environment Act* is repealed.

78. Le paragraphe 6(2) de la *Loi sur le
ministère de l'environnement* est abrogé.

1984, ch. 31,
art. 14, ann. 11,
n^o 22

Environmental Contaminants Act

Loi sur les contaminants de l'environnement

1974-75-76,
ch. 72

1974-75-76
c. 72

79. The *Environmental Contaminants Act*
is repealed.

79. La *Loi sur les contaminants de l'envi- 5
ronnement* est abrogée.

PART VII

PARTIE VII

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

80. This Act or any provision thereof shall
come into force on a day or days to be fixed
by proclamation.

80. La présente loi ou telle de ses disposi-
tions entre en vigueur à la date ou aux dates
fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE I

ANNEXE I

(Section 14)

(article 14))

SCHEDULE II

ANNEXE II

(Section 14)

(article 14))

SCHEDULE III

ANNEXE III

(Section 14)

(article 14))

SCHEDULE IV

ANNEXE IV

Clause 80: The date on which the Act comes into effect will be set by the Governor General.

Article 80. — La date d'entrée en vigueur de la loi sera fixée par le gouverneur général.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE PROTECTION OF HUMAN
LIFE AND HEALTH AND THE ENVIRONMENT

Declaration

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

HER MAJESTY

3. Binding on Her Majesty

NATIONAL ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES

4. Minister may formulate objectives

PART I

TOXIC SUBSTANCES

Interpretation

5. Toxic substances

6. Class of substances

Information

7. Notice

8. Notice to Minister

9. Communication of information

10. Non-disclosure of certain information

11. Gathering of information

Advisory Committees

12. Advisory committees

Government Services

13. Use of government services

Schedules I to III

14. Addition to and deletion from Schedules

Substances New to Canada

15. Mandatory reporting

16. Assessment

17. Regulations

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT LA PROTECTION DE LA VIE HUMAINE,
DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

Déclaration

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

SA MAJESTÉ

3. Obligation de Sa Majesté

OBJECTIFS NATIONAUX DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

4. Formulation par le ministre

PARTIE I

SUBSTANCES TOXIQUES

Définitions

5. Substance toxique

6. Catégorie de substances

Renseignements

7. Avis de demande de renseignements

8. Notification du ministre

9. Communication de renseignements

10. Non-divulgence de certains renseignements

11. Collecte de renseignements

Comités consultatifs

12. Comités consultatifs

Services de l'État

13. Recours aux services de l'État

Annexes I à III

14. Inscription et radiation

Nouvelles substances au Canada

15. Communication obligatoire

16. Appréciation

17. Règlements

Schedule IV

18. Addition to Schedule

19. Regulations

Fuels

20. Prohibition

21. Regulations

Release of Toxic Substances

22. Reports and corrective measures

23. Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty

Remedial Measures

24. Contravention

Export of Toxic Substances

25. Notice to foreign authority

Notice of Objection

26. Publication of proposed orders and regulations

Board of Review

27. Board of Review

PART II

NUTRIENTS

Interpretation

28. Definitions

Prohibition

28.1 Prohibition

PART III

DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN
CORPORATIONS AND FEDERAL WORKS AND
UNDERTAKINGS*Interpretation*

29. Definitions

Guidelines

30. Guidelines

Regulations

31. Absence of regulations

Annexe IV

18. Inscription

19. Règlements

Combustibles

20. Interdiction

21. Règlements

Rejet de substances toxiques

22. Rapport et correctifs

23. Recouvrement des frais et dépens par Sa Majesté

Mesures correctives

24. Contravention

Exportation de substances toxiques

25. Préavis au pays étranger

26. Publication des projets de décret et de règlement

Commission d'étude

27. Mise sur pied d'une commission d'étude

PARTIE II

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

28. Définitions

Interdiction

28.1 Interdiction

PARTIE III

MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT,
OUVRAGES, ENTREPRISES, TERRES ET EAUX
FÉDÉRALES*Définitions*

29. Définitions

Directives

30. Directives

Règlements

31. Absence de mesures législatives

Plans and Specifications

32. Plans and specifications

PART IV

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

Interpretation

33. Definitions

National Emission Standards and Guidelines

34. National emission standards

35. National emission guidelines

36. Minister's recommendations where persons in foreign country endangered

37. Prescription of specific emission standards

38. Regulations

39. Prohibition

PART V

GENERAL

Exercise of Regulation Making Power

40. General

Agreements with Provinces

41. Agreements

Inspectors and Analysts

42. Inspectors and analysts

Inspection and Search

43. Inspection

44. Authority to issue warrant

45. Assistance to inspectors

46. Obstruction of inspectors

Seizure and detention

47. Seizure

48. Application to extend period of detention

Forfeiture

49. Forfeiture on consent

Offences and Punishment

50. Inspectors

Plans, devis, etc.

32. Plans, devis, etc.

PARTIE IV

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

Définitions

33. Définitions

Normes et directives nationales en matière d'émission

34. Normes nationales d'émission

35. Directives nationales

36. Recommandations du ministre en cas de risques pour l'étranger

37. Institution de normes spécifiques d'émission au profit d'un pays étranger

38. Règlements

39. Interdiction

PARTIE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

40. Disposition générale

Accords avec les provinces

41. Conclusion

Inspecteurs et analystes

42. Inspecteurs et analystes

Inspection et perquisition

43. Pénétration

44. Pouvoir de délivrer un mandat

45. Aide à donner aux inspecteurs

46. Entrave

Saisie et rétention

47. Saisie

48. Demande de prolongation du délai de rétention

Confiscation

49. Confiscation par consentement

Infractions et peines

50. Inspecteurs

51. Information, notices and testing
52. Tests, manufacture, etc.
53. Fraud
54. Damage to the environment
55. Time limit
56. Continuing offence
57. Other offences
58. Liability of directors
59. Proof of offence
60. Defence
61. Certificate of analyst

Jury

62. Trial without jury

Discharge

63. Absolute or conditional discharge
64. Conditional sentence
65. Additional fine
66. Orders of court
67. Offence
68. Variation of sanctions

Contraventions

69. Ticketing

OTHER REMEDIES

70. Injunction
71. Recovery of damages and interest

PART VI

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND REPEAL

72. *Access to Information Act*
- 73-76 *Canada Water Act*
77. *Clean Air Act*
78. *Department of the Environment Act*
79. *Environmental Contaminants Act*

PART VII

COMING INTO FORCE

80. Coming into force

51. Renseignements, avis et expérimentation
52. Essais, fabrication, etc.
53. Fraude
54. Dommages à l'environnement
55. Prescription
56. Infractions continues
57. Autres infractions
58. Dirigeants des personnes morales
59. Preuve
60. Disculpation
61. Certificat de l'analyste

Jury

62. Absence de jury

Libération

63. Libération avec ou sans condition
64. Peine conditionnelle
65. Amende supplémentaire
66. Ordonnances du tribunal
67. Infraction
68. Ordonnance de modification des sanctions

Contraventions

69. Contraventions

AUTRES REMÈDES

70. Injonction
71. Recouvrement de dommages-intérêts

PARTIE VI

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ABROGATIONS

72. *Loi sur l'accès à l'information*
73. *Loi sur les ressources en eau du Canada*
74. *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*
75. *Loi sur le ministère de l'environnement*
76. *Loi sur les contaminants de l'environnement*

PARTIE VII

ENTRÉE EN VIGUEUR

77. Entrée en vigueur



3 1761 11553046 1